



Calipso.Ida

Évaluation finale
Programme 2017-2021
Travailler ensemble pour l'eau, pour un avenir durable

Pérennisation de l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement par une professionnalisation de la gestion et l'application des pratiques de Gestion Intégrée des Ressources en Eau en Ituri, RDC

Liste des abréviations et acronymes

Abréviation/acronyme	Explication
AG	Assemblée Générale
AVEDEC	Association Villageoise d'Entraide et de Développement Communautaire
CAR	Cellule d'Appui Régional
CDF	Franco Congolais
CIDRI	Centre d'Initiation au Développement Rural en Ituri
COVID-19	Corona Virus Disease 2019
DGD	Direction Générale de Coopération au Développement et aide humanitaire
DTF	Document Technique et Financier
EAH	Eau, Assainissement et Hygiène
ECOSAN	Ecological Sanitation (assainissement écologique)
EP	Ecole Primaire
GESB	Gestion de l'Eau Potable Pour le Sauvetage de Bankako
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
HAMS	Hygiène et Assainissement en Milieu Scolaire
JFW	Join For Water (Ex-PROTOS)
LF	Logical Framework (Cadre Logique)
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
ONG	Organisation Non Gouvernementale
RDC	République Démocratique du Congo
SAGE	Structure d'Appui à la Gestion de l'Eau
ToC	Theory of Change (Théorie de Changement)
UNIBU	Université de BUNIA
UNICEF	Organisation des Nations Unies pour l'Enfance
USD	United States Dollars

Contenu

Résumé.....	6
Introduction.....	6
Contexte	6
Principales conclusions.....	6
Résultats	6
Principaux point forts et faibles	7
Recommandations.....	8
1. Introduction.....	10
1.1 Objectif de l'auto-évaluation.....	10
1.2 Brève description du programme	10
1.3 Description du contexte à Ituri.....	11
1.4 Description du processus d'auto-évaluation assistée	12
1.4.1 Equipe d'évaluation.....	12
1.4.2 Formation en ligne	12
1.4.3 Travail de terrain	12
1.4.4 Restitution	13
1.4.5 Rapport.....	13
1.4.6 Limitations de l'évaluation	13
2. Résultats du programme selon les indicateurs objectivement vérifiables.....	14
2.1 Introduction.....	14
2.1.1 Concepts clés	14
2.1.2 Analyse critique de l'analyse de risques initiale.....	15
2.1.3 Analyse critique des indicateurs et de leurs limites	15
2.2 Discussion des résultats et des indicateurs.....	16
2.2.1 Outcome.....	16
2.2.2 Résultat 1.....	18
2.2.3 Résultat 2.....	19
2.2.4 Résultat 3.....	21
2.2.5 Résultat 4.....	22
3. Les changements induits par le programme	24
3.1 Accès à l'eau	24
3.2 GIRE	26
3.3 Gouvernance et plaidoyer	27
3.4 Capitalisation.....	28
3.4.1 Processus de développement	29
3.4.2 Leçons apprises	29
4. Points forts et points faibles	30

4.1	Pertinence	30
4.2	Efficienc	31
4.2.1	Consommation du budget.....	31
4.2.2	Niveau d'implémentati	31
4.3	Efficacité	32
4.3.1	Outcome	33
4.3.2	Résultat 1.....	33
4.3.3	Résultat 2.....	33
4.3.4	Résultat 3.....	34
4.3.5	Résultat 4.....	34
4.4	Impact.....	34
4.4.1	Impact sur la santé	34
4.4.2	Impact socio-économique	35
4.4.3	Impact écologique	35
4.5	Durabilité	36
4.5.1	Technique	36
4.5.2	Institutionnel	36
4.5.3	Social.....	36
4.5.4	Financière	37
4.6	Genre	37
4.7	Participation	38
4.7.1	Identification	38
4.7.2	Mise en œuvre.....	39
4.7.3	Suivi	39
5.	Conclusion et recommandations	40
5.1	Conclusion	40
5.2	Recommandations.....	40
5.2.1	Établissement d'informati	40
5.2.2	Gestion du programme : améliorer la communication et le soutien proactifs.....	41
5.2.3	Améliorer la participation des parties prenantes à toutes les phases du programme.	41
5.2.4	Renforcement mutuel de capacité.....	42
6.	Annexes.....	43
6.1	Formation en ligne	43
6.2	Planning travaille de terrain	43
6.3	Rapports des travaux de terrain.....	43
a)	Jour 1	43
b)	Jour 2	43
c)	Jour 3-4.....	43

6.4	Rapport de la restitution	43
a)	Rapport.....	43
b)	Liste des participants.....	43
c)	Cartes avec les recommandations.....	43
6.5	Capitalisation	43
6.6	Cadre logique et sources des information sur les résultats	43
a)	Outcome	43
b)	Résultat 1.....	43
c)	Résultat 2.....	43
d)	Résultat 3.....	43
e)	Résultat 4.....	43
8.7	Documents DGD	43
8.8	Consommation du budget.....	43

Résumé

Introduction

L'évaluation du programme 2017-2021 en RDC a été faite par une auto-évaluation assistée par le bureau externe Calipso-Ida. L'équipe d'auto-évaluation était composée de membres du CIDRI (partenaire en RDC), de Join For Water (de RDC et de Belgique) et de l'AVEDEC (organisation partenaire de Join For Water au Burundi). L'objectif de cette auto-évaluation était de justifier les activités dans le programme de Join For Water en RDC devant la DGD et d'aider Join For Water et CIDRI avec la mise en œuvre des interventions futures. En outre, en adoptant une auto-évaluation assistée, nous avons voulu faire de l'évaluation un processus d'apprentissage.

L'auto-évaluation comportait trois étapes : (1) une phase préparatoire au cours de laquelle les participants de Join For Water et les partenaires ont été formés par Claypso.Ida par le biais de sessions en ligne ; (2) entre le 15/11/21 et 26/11/21, le travail sur le terrain a été effectué et les conclusions du travail de terrain ont également été discutées et distribuées lors d'une restitution finale en RDC avec un groupe représentant les parties prenantes dans le programme ; (3) un rapport a été rédigé sur la base des observations sur le terrain et de l'analyse des sources d'information additionnelles.

Contexte

Le programme 2017-2021 en RDC s'est déroulé en province de l'Ituri avec CIDRI. Il visait « *La pérennisation de l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement par une professionnalisation de la gestion et l'application des pratiques de GIRE* ». Ceci signifiait un focus sur la durabilité de la gestion des systèmes d'eau potable existants en impliquant d'autres acteurs et en adoptant une approche plus intégrée.

Il faut garder à l'esprit que le contexte sécuritaire en Ituri s'est aggravé au cours des dernières années, conduisant à un état de siège par le gouvernement national en 2021. Les résultats du programme doivent donc être interprétés dans ce contexte, et ce contexte a aussi limité les possibilités d'évaluation sur le terrain (le rayon de sécurité des déplacements était limité à la ville de Bunia).

Principales conclusions

Le processus d'évaluation a révélé que beaucoup des résultats du programme ont été atteints. Ces succès ont également été réaffirmés par les participants à la restitution. Cependant, le programme a également fait face à plusieurs défis. Une appréciation globale de l'atteinte de l'outcome et chaque résultat est donnée ci-dessous.

Résultats

- **Outcome** : Le programme a contribué à la pérennisation de l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement par une professionnalisation de la gestion et l'application des pratiques de GIRE en Ituri, RDC. Conformément à l'évaluation à mi-parcours, selon les données et les entretiens, nous pouvons conclure que, grâce aux réseaux d'eau et les kiosques, une grande majorité de la population de la zone a accès à l'eau, que la quantité d'eau fournie est suffisante pour couvrir les besoins, que le temps pour aller chercher et tirer l'eau est acceptable et que l'eau est disponible la plupart du temps. En ce qui concerne l'hygiène et l'assainissement, le programme s'est surtout concentré sur les écoles, où les infrastructures sanitaires et le club HAMS ont contribué à institutionnaliser les bonnes pratiques d'hygiène et l'entretien des infrastructures dans une perspective plus intégrée. Les principes GIRE tels que l'intégration de la gestion de l'utilisation de l'eau (eau potable, assainissement, hygiène) et l'intégration avec la communauté (étudiants) ont été appliqués. Mais pour conclure que les élèves connaissent et appliquent les principes de GIRE

complètement, les données recueillies au début du programme n'étaient pas suffisantes et aucun objectif clair n'a été fixé. Voir également le résultat 3 pour les défis.

- Résultat 1 :** Les entretiens menés sur le terrain et le réseau du CIDRI avec de nombreuses autres organisations en Ituri confirment que le Plan Sectoriel de l'Eau (qui a été développé au cours du programme) est en effet devenu un point de départ important pour de nombreuses interventions et plans futurs concernant les infrastructures et les investissements en matière d'eau potable. Nous pouvons donc conclure qu'une vision intégrée du secteur de l'eau potable est développée et est portée par les acteurs clés. Cependant, d'après les plans initiaux, le Plan Sectoriel aurait dû inclure l'eau et l'assainissement. Dans le plan produit, seule la secteur d'eau (y compris l'hygiène) a été abordée. Le plan ne représente pas entièrement le secteur de l'assainissement. Par conséquent, la vision "intégrée" ne s'applique qu'au secteur de l'eau potable.
- Résultat 2 :** La gestion locale des systèmes d'eau existants et nouveaux en Ituri est améliorée de deux manières principales. Premièrement, les kiosques étaient au début du programme une approche innovante pour distribuer l'eau d'une manière accessible et durable par rapport aux bornes-fontaines à eau. Deuxièmement, alors que la SAGE doit encore mûrir, il est clair que les comités de gestion assument leur rôle. À l'avenir, un soutien continu sera nécessaire pour renforcer davantage les comités de gestion. Plus précisément, il faudra à l'avenir accorder une attention plus explicite au rôle et aux besoins des femmes dans les comités de gestion et inclure plus explicitement les besoins des personnes vulnérables.
- Résultat 3 :** Sur la base des indicateurs, on peut affirmer que la disponibilité de l'eau potable et l'accès à l'assainissement de base ont effectivement augmenté. Un réseau d'eau fonctionnant bien a été construit, qui apporte de l'eau propre à la ville. Dans les écoles, les infrastructures d'eau et d'assainissement ont été livrées conformément aux plans. Le point faible pour atteindre pleinement ce résultat est l'alignement sur une "vision intégrée", en particulier au niveau des écoles. Cela est dû en partie au manque d'expérience du CIDRI en dehors du secteur de l'eau potable, ainsi qu'au fait qu'il n'a pas été clairement défini quand et comment une vision intégrée est réalisée au niveau des écoles.
- Résultat 4 :** Ce résultat n'est pas atteint pendant la durée du programme. La raison la plus importante en était l'accès de plus en plus difficile aux zones sources d'eau en raison de l'insécurité. De plus, la protection des ressources en eau selon les principes de GIRE était une nouveauté pour CIDRI, dont le point fort est l'eau potable depuis de nombreuses années. Pour y remédier, CIDRI a reçu le soutien de Join For Water et autres organisations. Mais un grand nombre de plans de soutien n'ont pas pu être mis en place ou suivis en raison de l'insécurité. En même temps, il est reconnu qu'un manque de communication et de coordination sur les implications de la situation sécuritaire sur la mise en œuvre du programme a empêché de changer de manière proactive l'orientation de ce résultat et de trouver des alternatives.

Principaux point forts et faibles

Les points forts et les points faibles du programme ont été évalués sur la base des critères de l'OCDE. Un résumé des principaux points forts et faibles par critère est présenté ci-dessous.

Critère	+	-
Pertinence	La Province de l'Ituri a un taux de couverture en eau très faible ($\pm 20\%$). Grâce au programme, un système a été mis en place pour fournir un accès à l'eau à plus de 28.000 personnes, et grâce aux kiosques construits sur le financement de la DGD, plus de 17.000	Dans un contexte sécuritaire instable et détérioré où de nombreuses personnes n'ont pas un accès de base à l'eau potable, la protection des zones sources et la conservation de la nature en général pourraient ne pas être la priorité.

	personnes peuvent effectivement y acheter de l'eau (d'autres kiosques ont été construits sur d'autres financements).	
Efficienc	Avec moins de kiosques d'eau que prévu, plus de personnes ont eu accès à l'eau.	Des coûts de fonctionnement sont élevés, sans toujours aboutir à des résultats concrets en raison du contexte (les activités étaient difficiles à planifier ou ont dû être annulées).
Efficacité	Les activités et les résultats en matière d'accès à l'eau ont été atteints avec succès et au-delà des objectifs spécifiés.	Les activités et les résultats liés au GIRE ont été mis en œuvre avec une efficacité mitigée en raison de l'insécurité et des capacités limitées du CIDRI dans ce domaine.
Impact	Impact sur la santé et socio-économique: l'infrastructure de l'eau et la gestion associée via des kiosques ont conduit à : un gain de temps, diminution des maladies, moins de déperdition scolaire, et un revenu stable pour les gestionnaires (selon les entretiens).	Impact socio-économique : le système en application pour tenir compte des personnes vulnérables peut devenir plus explicite (protection sociale et paiement de l'eau par ceux qui n'ont pas assez de moyens) (selon les entretiens).
Durabilité	Durabilité sociale : le projet a eu le mérite de voir les kiosques construits sur les lopins des parcelles données à titre gratuit par des ménages. Cette donation des portions de leurs parcelles par les membres de la communauté constitue une appropriation des ouvrages d'eau construits et du coup ils deviennent aussi leurs propriétés.	Institutionnelle : CIDRI indique que les comités de gestion sont encore jeunes et on ne sait pas ce qui se passera si CIDRI se retire complètement des aspects de coordination. Un soutien supplémentaire sera nécessaire dans le future.
Genre	La « pouvoir social » des femmes a augmenté. Les femmes occupent essentiellement les fonctions de prestataires des kiosques, et on les trouve dans tous les organes des décisions de la structure de gestion. Sur la base des contrats avec les gestionnaires et des entretiens avec les gestionnaires, nous pouvons confirmer que 80% des gestionnaires de kiosques sont femmes, et au moins 1/3 des membres des comités de gestions sont femmes.	Le système et les critères pour adapter la gestion des kiosques aux besoins des femmes peuvent être rendu plus claires. Il n'existe pas de normes explicite au niveau des comités de gestion pour s'assurer que les intérêts des femmes sont systématiquement pris en compte.
Participation	Participation de nombreuses parties prenantes a été la mise en œuvre effective du programme. Le fait que CIDRI, en collaboration avec les comités de gestion, puisse mobiliser la communauté pour participer à la mise en œuvre des projets est un point fort du programme. Cela signifie que les projets sont soutenus par la communauté. (Une partie de cette mobilisation s'est faite par le biais d'un film sur le projet.)	Il y a un besoin de renforcer l'implication de multiples parties prenantes dans l'identification des plans et activités liés à GIRE. Au cours de la restitution, plusieurs parties prenantes ont exprimé le désir d'être plus impliquées dans l'identification des plans.

Recommandations

Certains de ces points faibles ont également été exprimés dans les recommandations des participants à la restitution, que nous avons utilisées pour formuler quelques recommandations. Il y a 4 types de recommandations :

Établissement d'informations de base et améliorer le suivi

L'un des points faibles du programme est le manque de données permettant de soutenir objectivement les observations et les déclarations. Ceci est dû à la fois au manque d'informations de base au début du programme et au manque de collecte et d'analyse systématiques des données tout au long du programme. Par conséquent, les recommandations sont : (1) **Join For Water et CIDRI** : Développer un plan clair et réaliste pour collecter les données de base au début d'un nouveau programme et les documenter dans un format digital. (2) **Join For Water et CIDRI** : Développer des plans de collecte de données numériques systématiques. Cela permettra des analyses plus faciles des données, ce qui est important pour détecter objectivement les changements et les défis. (3) **SAGE (et CIDRI)** : collecter de manière plus proactive différents types de données, qui peuvent être utilisées pour des analyses internes par SAGE afin d'identifier les problèmes et être partagées avec CIDRI pour le suivi du programme.

Gestion du programme : améliorer la communication et le soutien proactifs

Il est recommandé de suivre de plus près le contexte sécuritaire et communiquer plus intensivement sur les implications. Cela nous permettra d'être plus proactifs et d'ajuster les résultats si nécessaire. Concrètement, il est donc recommandé que Join For Water et CIDRI fassent plus d'efforts pour communiquer les défis spécifiques et signaler les problèmes à un stade précoce. Cela doit coïncider avec un soutien plus actif et un échange de connaissances entre CIDRI et Join For Water, notamment pour mieux comprendre le contexte local et trouver des solutions alternatives.

Améliorer la participation des parties prenantes à toutes les phases du programme.

Nous devons inclure plus activement les différentes parties prenantes et le gouvernement à chaque étape pour garantir que les activités sont pleinement intégrées et plus largement adoptées (par exemple, la plantation d'arbres dans la ville ou dans les écoles). Cela nous permettra de lever certains doutes ou obstacles à la mise en œuvre effective des idées. De plus, lors du feedback, de nombreuses parties prenantes étaient présentes et ont exprimé leur volonté de s'impliquer davantage et de jouer un rôle actif dans la mise en œuvre du programme. Il est aussi recommandé de faire plus d'efforts pour soutenir les structures de gestion par des activités éducatives et pour partager plus activement les leçons apprises. Un expert dédié peut être formé (soit au sein du CIDRI ou de Join For Water) pour suivre cet aspect spécifiquement.

Renforcement mutuel de capacité

Conformément à la recommandation ci-dessus, un soutien plus thématique sera essentiel dans le nouveau programme qui comporte une forte composante liée à la protection et à la conservation des écosystèmes liés à l'eau. Compte tenu du contexte actuel (manque de capacité dans les activités liées à la GIRE et à la sécurité), le renforcement mutuel des capacités autour de sujets spécifiques (gestion intégrée de l'eau, résilience des écosystèmes, solutions possibles) sera important. Cela peut prendre la forme de sessions de formation formelles, d'ateliers et de collaborations avec d'autres acteurs tels que les universités. C'est le cas entre Join For Water et CIDRI, mais aussi entre CIDRI et SAGE, et par extension avec les bénéficiaires (par exemple dans les écoles).

1. Introduction

1.1 Objectif de l'auto-évaluation

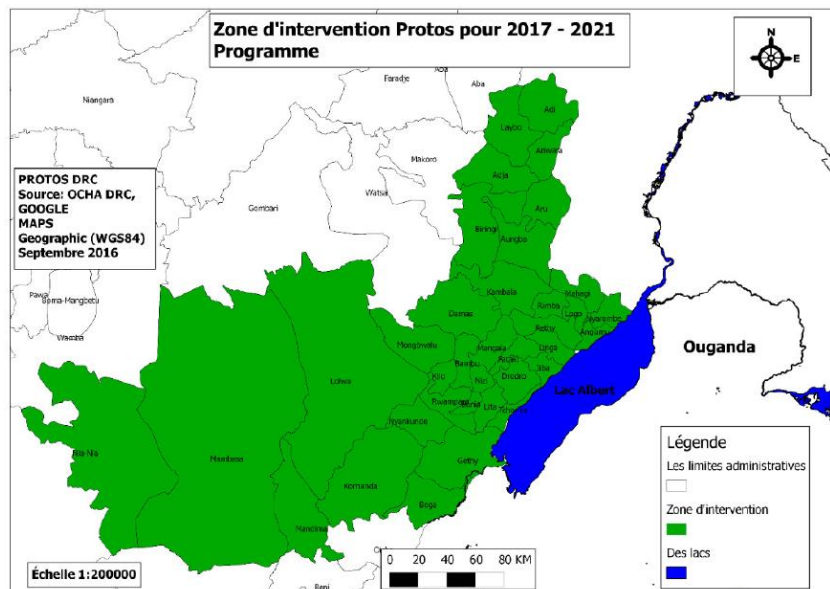
Il s'agit d'une auto-évaluation assistée. Ceci implique que l'évaluation a été faite par le partenaire CIDRI et Join For Water avec l'appui du bureau Calipso.Ida. L'objectif de cette évaluation est de rendre compte des résultats obtenus à la DGD, mais l'évaluation aidera aussi Join For Water, nos partenaires et autres parties prenantes dans la définition, l'amélioration et la mise en œuvre de projets/programmes futurs. La forme d'une auto-évaluation assistée a été choisie pour augmenter l'appropriation des analyses et résultats de l'évaluation par les équipes des partenaires et Join For Water. Au cours du programme, une évaluation à mi-parcours a été faite sur l'accès universel et la durabilité financière. Ce rapport fera référence à l'utilisation des recommandations de cette évaluation à mi-parcours aux endroits appropriés.

1.2 Brève description du programme

Le programme 2017-2021 s'est déroulé en province de l'Ituri en RDC avec l'ONG partenaire CIDRI. Par rapport au programme triennal précédent 2014-2016 «*Une bonne gestion locale de l'eau, une voie vers une meilleure gouvernance*», ce programme s'est moins concentré sur les nouvelles constructions mais davantage sur la durabilité de la gestion des 14 systèmes d'eau potable existants en impliquant d'autres acteurs et en adoptant une approche plus intégrée.

Le programme s'inscrit et respecte les directives de la nouvelle loi de l'eau en RDC (2015). CIDRI était l'acteur principal et l'objectif du programme était atteint à travers plusieurs axes:

- (i) L'inclusion augmentée des acteurs et renforcement des capacités de ces acteurs locaux: introduction de la maîtrise d'ouvrage locale pour responsabiliser les autorités locales, réunions du comité de pilotage du programme, renforcement des comités de gestion à travers la structure d'appui pour la gestion de l'eau (SAGE), appui à la mise en place d'un groupe sectoriel eau et assainissement;
- (ii) Le remplacement des bornes fontaines publiques par des kiosques gérées par des bénévoles contractants (opérateurs privés) des kiosques grâce à une gestion déléguée;
- (iii) La construction d'un nouveau système d'eau qui a été réalisé dans une localité qui a été retenue sur base d'un nouveau diagnostic de l'eau potable et le plan directeur;
- (iv) Intégration des aspects de la GIRE au niveau d'une seule zone de source et au niveau des deux écoles qui adoptent le concept des écoles assainies et qui deviennent les principaux vecteur d'un bon hygiène.

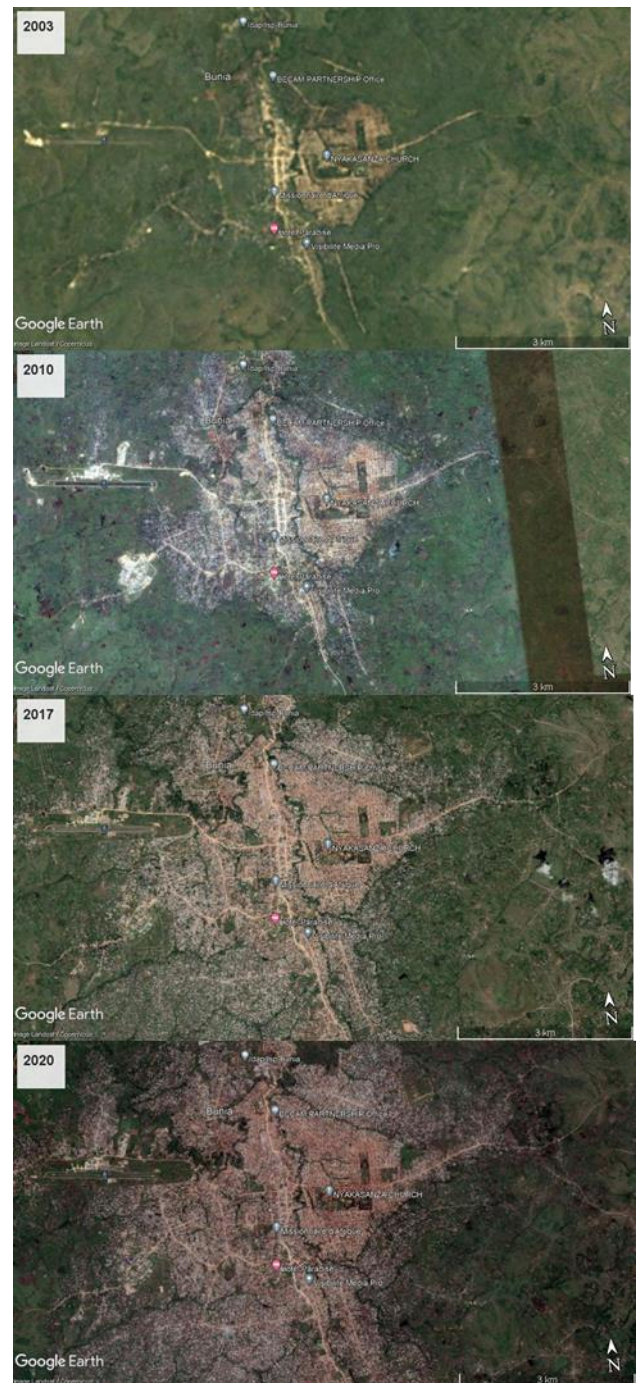


1.3 Description du contexte à Ituri

Au cours des 5 années du programme, le contexte dans lequel Join For Water et CIDRI ont travaillé en Ituri a changé de manière significative. Alors que l'est de la RDC a été confronté à plusieurs reprises à la violence et à l'insécurité au cours des dernières décennies, la situation semblait s'être améliorée à la fin de 2016 et au début de 2017. Cela a suscité l'espoir d'un programme de 5 ans axé sur la gestion durable et intégrée de l'eau dans toute la province. Cependant, à la fin de 2017, la violence a recommencé à éclater, s'intensifiant en 2020 et conduisant finalement à un état de siège de la province d'Ituri.

Cela a eu plusieurs conséquences : (1) les déplacements par la route sont devenus de plus en plus impossibles au cours du programme en raison de l'insécurité, (2) les activités du CIDRI ont été contraintes de se concentrer sur les quartiers accessibles de la ville de Bunia, (3) tous les postes gouvernementaux (jusqu'aux maire, bourgmestres et administrateurs des territoires) ont été repris par le gouvernement militaire, et (4) la ville de Bunia a connu un afflux de centaines de milliers de réfugiés qui sont venus s'ajouter à une ville déjà en pleine expansion (voir en annexe les images Google Earth qui montrent comment la ville s'est étendue au cours du programme). Voir également la section 3.1.2 sur l'analyse critique de l'analyse de risque initiale.

En plus de tout cela, les statistiques officielles à Bunia ou en Ituri sont très rares (par exemple, les chiffres de la population, la santé, l'éducation, etc.). Il faut ajouter à cette insécurité la résurgence de la pandémie de la maladie à virus Ebola et de la Covid-19 qui ont contraint le gouvernement congolais à imposer un état d'urgence au pays avec conséquence des arrêts de plusieurs activités. Les résultats et les conclusions discutés dans ce rapport doivent donc être interprétés dans ce contexte spécifique.



1.4 Description du processus d'auto-évaluation assistée

L'auto-évaluation comportait trois étapes. D'abord, une phase préparatoire au cours de laquelle les participants de Join For Water et les partenaires ont été formés par Claypso.Ida par le biais de sessions en ligne. Ensuite, entre le 15/11/21 et 26/11/21, le travail sur le terrain a été effectué. Finalement, les conclusions du travail de terrain ont également été discutées et distribuées lors d'une restitution finale avec un groupe représentant les parties prenantes dans le programme. Après, un rapport a été rédigé sur la base des résultats du travail sur le terrain et de l'analyse des sources d'information objectives.

1.4.1 Equipe d'évaluation

Outre les deux membres de Calipso.Ida, Nico Bakker et Raja Litwinoff, l'équipe d'auto-évaluation était composée de membres du CIDRI, de Join For Water (tous deux de RDC et de Belgique) et de l'AVEDEC (organisation partenaire de Join For Water au Burundi). Cette configuration visait à créer une équipe avec des points de vue différents et à faciliter l'apprentissage à travers le pays. Dans le tableau ci-dessous, nos rôles sont plus clairement définis.

CIDRI	Innocent et Sylvie	Principaux contacts avec les parties prenantes Co-facilitateurs des séances de travail
	Charles et Paula	Preneurs des notes Co-facilitent les entretiens avec les groupes de discussion
	Emmanuel, Godelieve, Gratien, Marc, Lygisha	Membres de l'équipe qui apportent une expertise (technique, financier) spécifique et font des observations pendant le travail sur le terrain.
JFW RDC	Achille	Chef d'équipe : coordination, planning, délégation
JFW Gant	Kim	Membre de l'équipe pour faire des observations d'un point de vue différent. Compiler les notes, garder la vue d'ensemble de tous les aspects pour le rapport, Rédaction finale du rapport
AVEDEC Burundi	Nestor	Membre externe de l'équipe pour faire des observations d'un point de vue différent. Poser des questions et aider avec les interviews comme personne « neutre ».



Sur la photo : Emmanuel ; Gratien ; Ngili ; Innocent ; Achille ; Nestor Francine ; Lygisha ; Kim ; Charles ; Godelieve ; Marc ; Paula-Claire

1.4.2 Formation en ligne

Voir Annexe 8.1 pour le contenu de la formation en ligne. Pendant la formation, des questions évaluatrices ont été formulées pour compléter celles du siège. Les questions spécifiques sont adressées dans la section 4 sur les changements induits par le programme.

1.4.3 Travail de terrain

Un programme de travail sur le terrain a été élaboré à la fin de la formation (voir Annexe 8.2). Le travail sur le terrain a commencé par l'examen de la matrice d'évaluation, les questions évaluatrices et la méthode de collecte de données. Nous avons passé en revue la planification et discuté de la faisabilité.

Nous avons pu réaliser toutes les activités prévues, y compris les entretiens individuels et les entretiens de groupe de discussion (voir Annexe 8.3a-c pour tous les rapports du jour). Les différentes sessions ont été modérées par le personnel de CIDRI, et les interviews individuels sur les questions 3 et 4 ont été fait par le représentant d'AVEDEC Burundi et la déléguée de Join For Water Belgique pour maintenir une position plus neutre.

A la fin de la mission, l'équipe s'est réunie pour rassembler toutes les informations collectées et analyser les données pour la restitution auprès des représentants des différents acteurs. Les critères de l'OCDE et les thèmes du genre et de la participation ont également été analysés sur la base des informations obtenues, ainsi que des principaux changements, forces et faiblesses.

1.4.4 Restitution

Sur la base des résultats du travail sur le terrain, combinés aux leçons du programme de 5 ans et aux résultats dans le cadre logique, nous avons développé une présentation avec toute l'équipe (voir Annexe 8.4a-c pour le rapport de la restitution et la liste des participants). Cette présentation a suivi la même structure que le rapport (résultats, changements, points forts et faibles, leçons).



Les participants représentaient divers acteurs et organisations impliqués dans le programme (par exemple, les membres des comités de gestion, les directeurs d'école primaires, les mobilisateurs sociaux, les institutions gouvernementales dont la Province d'Ituri, et d'autres organisations communautaires et civiles).

1.4.5 Rapport

Les sources d'information suivantes ont été utilisées pour l'évaluation, qui ont été triangulées :

- ◆ **Travail de terrain** : Informations issues d'entretiens et d'exercices participatifs avec les différentes parties prenantes du projet et observations lors des visites sur le terrain.
- ◆ **Système de suivi de Join For Water et des partenaires**: rapports annuels, cadre logique, etc.
- ◆ **Documents à l'appui de l'atteinte des indicateurs**; tels que les contrats, les rapports de réunion, l'utilisation et la vente du d'eau aux kiosques, etc.
- ◆ **La restitution** : Les recommandations formulées par les participants à la restitution.

Les sources d'information figurent toutes dans les annexes.

1.4.6 Limitations de l'évaluation

L'auto-évaluation était limitée par plusieurs facteurs :

- **Expérience** : Grâce à la diversité de l'équipe d'évaluation (Join For Water, CIDRI, AVEDEC), l'évaluation a été un processus d'apprentissage pour tous les membres de l'équipe impliqués, tant en termes de réflexion sur les réalisations du projet que sur son développement et son évaluation. Cependant, une auto-évaluation reste un exercice assez difficile, même si des évaluateurs externes étaient disponibles pour des conseils et un soutien à distance. Des éléments sont probablement négligés en raison d'un manque d'"expérience en matière d'évaluation", ce qui signifie que les observations ne sont pas toujours aussi complètes que celles qui auraient été faites par des consultants professionnels. De même, en se divisant en équipes, on a parfois perdu l'accent sur plusieurs problèmes/questions, malgré le fait qu'on disposait du même guide et de la même liste de questions. (Si une seule personne pose toutes les questions, il est plus facile d'être cohérent).

Des interprétations différentes dans la prise de notes peuvent également avoir une influence sur les résultats et les conclusions finales.

- **Disponibilité du temps:** Le travail sur le terrain a été effectué au cours d'une semaine. C'était très court, principalement en raison des possibilités de voyage limitées. Cependant, grâce à une bonne préparation et planification, à la division en deux équipes et à des rapports et des discussions approfondis, nous avons réussi à rassembler nos résultats et nos conclusions de manière collaborative. Néanmoins, cette période limitée signifie également que cette évaluation est basée sur des échantillons limités. Par exemple, nous n'avons interrogé que les personnes qui utilisent les kiosques et n'avons pas eu du temps pour spécifiquement cibler les personnes qui n'utilisent pas délibérément les kiosques. Cela limite la compréhension que nous pouvons avoir des aspects positifs et négatifs des kiosques. Il convient d'en tenir compte lors de l'interprétation des résultats.
- **Accessibilité géographique :** Le contexte de sécurité décrit ci-dessus, qui limitait les endroits où l'équipe pouvait effectuer un travail sur le terrain en toute sécurité. Cela signifie également que certains résultats (notamment en ce qui concerne le résultat 4) n'ont pas pu être vérifiés lors des visites sur le terrain.
- **Triangulation :** L'information et les statistiques officielles sont rares. Cela limite les possibilités de soutenir de manière approfondie les résultats basés sur des données objectives. Cependant, en combinant différentes sources d'information, nous pensons avoir fait le meilleur usage des données disponibles. En outre, l'organisation en deux équipes qui répétaient les mêmes types de visites a permis d'avoir de multiples sources d'information, et combinées avec d'autres sources, ont aidé à trianguler les résultats et les observations. Cependant, la taille des échantillons pour les entretiens était limitée, ce qui restreint le degré de triangulation des résultats.

2. Résultats du programme selon les indicateurs objectivement vérifiables

2.1 Introduction

Avant de discuter du degré d'atteinte des résultats et des indicateurs correspondants, nous donnerons d'abord un aperçu de certains concepts clés utilisés tout au long du programme et de leurs définitions. Nous fournirons également une brève analyse critique de l'analyse initiale des risques et des indicateurs du cadre logique (voir le cadre logique rempli en Annexe 8.6).

2.1.1 Concepts clés

Accès à l'eau : L'accès à l'eau signifie que tous les habitants d'une zone définie peuvent avoir accès à l'eau potable, aussi les plus vulnérables. L'accès à un service signifie qu'il n'y pas de freins (1) techniques (l'infrastructure existe et l'eau arrive où il le faut, à une distance acceptable de tous les domiciles; (2) sociaux (équitable sans privilégier); (3) physiques: les personnes à mobilité réduite (handicap, âge, ...) peuvent faire appel au service; (4) financiers (le prix est tel que aussi les familles plus vulnérables peuvent se permettre d'acheter le minimum vital); (5) institutionnels (les politiques communales facilitent l'accès des vulnérables aux services). En outre, il s'agit plutôt de la mise en place de stratégies appropriées qui permettent – au fil du temps – d'arriver à cet accès universel. Finalement, un accès universel ne signifie pas toujours l'utilisation universelle car ceci est lié au propre choix (p.ex. ne pas vouloir payer).

Accès à l'assainissement : Join For Water intervient à différents maillons de la chaîne de l'assainissement en fonction du contexte local et des initiatives prises par les autres acteurs du développement. Il ne couvre pas l'ensemble de la chaîne de l'assainissement dans le programme de la RDC, mais se concentre uniquement sur l'accès aux installations sanitaires dans les écoles (toilettes séparées par sexe, eau propre et installations pour le lavage des mains).

GIRE et vision intégrée: La gestion intégrée des ressources en eau est souvent définie comme *"un processus qui favorise le développement et la gestion coordonnés de l'eau, de la terre et des ressources connexes, afin de maximiser le bien-être économique et social qui en résulte de manière équitable sans compromettre la durabilité des écosystèmes vitaux"*. (Partenariat mondial de l'eau). Avec GIRE, il est important de garder à l'esprit qu'il ne présente pas un ensemble de solutions clairement définies. Il s'agit en réalité d'un processus qui tente de gérer l'eau à partir d'une vision intégrée, en adhérant à plusieurs principes : (1) l'intégration entre les secteurs (par exemple santé, infrastructures, environnement, développement), (2) l'intégration des utilisations de l'eau (par exemple, l'eau potable, l'assainissement, l'hygiène), (3) l'intégration avec l'environnement, et (4) l'intégration avec les communautés.

2.1.2 Analyse critique de l'analyse de risques initiale

Une évaluation initiale des risques a été réalisée avant le début du programme (voir Annexe 8.7 pour l'analyse des risques dans la proposition de programme). Les risques possibles étaient l'insécurité, les retards dans les élections et l'insécurité associée, les problèmes techniques liés à la communication, la détérioration de la situation économique, le manque d'implication des partenaires, l'opposition aux actions et les conditions climatiques extrêmes. Après 5 ans, nous pouvons dire que seul le premier risque, "Proximité des rebelles et insécurité globale", est réellement devenu un défi.

Au cours du programme, ces risques de sécurité ont toujours fait l'objet d'un suivi attentif et des mesures supplémentaires pour garantir la sécurité pour les agents de CIDRI et SAGE. Join For Water et CIDRI se sont mis d'accord et ont exploité les moyens de communication (appels téléphoniques, WhatsApp, rapports circonstanciels, lettres officielles, etc.) pour alerter les situations au fur et à mesure qu'elles se présentent et prendre les mesures appropriées.

Cependant, l'évaluation initiale du risque n'a pas permis d'aider correctement à l'élaboration de plans de contingence. Cela signifie que le cadre logique n'a pas été adapté à l'évolution du contexte sécuritaire pour plusieurs raisons : (1) Au début du programme, la violence semblait sous contrôle et nous avons sous-estimé la résurgence de la violence au début, et espéré qu'elle s'améliorerait au cours des 5 années. (2) Malgré le contexte difficile, des progrès ont été réalisés sur plusieurs indicateurs, notamment en ce qui concerne les infrastructures. (3) Jusqu'à la dernière année du programme, nous n'avions pas de représentant de Join For Water en RDC (le programme était suivi depuis notre bureau régional à Kampala). Il était donc difficile de communiquer correctement avec CIDRI, d'avoir une bonne compréhension du contexte local et de faire face aux défis de manière proactive. Mais a posteriori, nous aurions dû être plus rapides pour adapter les résultats, en particulier le résultat 4, au contexte (voir également ci-dessous et la section 4).

2.1.3 Analyse critique des indicateurs et de leurs limites

Le cadre logique, comprenant les résultats et les indicateurs, a été développé au début du programme et approuvé par la DGD. Néanmoins, au cours du programme quinquennal et de l'auto-évaluation, il est apparu clairement que les indicateurs posent certains problèmes pour évaluer les changements réels qui se sont produits. Tous les indicateurs ne sont pas faciles à mesurer, ou les données externes ne sont pas collectées de manière cohérente tout au long du programme. Les indicateurs et les défis sont discutés ci-dessous, ainsi qu'une appréciation de la réalisation des résultats. L'expérience acquise avec ces indicateurs nous aidera à affiner notre stratégie de suivi et d'évaluation dans les programmes futurs (voir les recommandations).

2.2 Discussion des résultats et des indicateurs

2.2.1 Outcome

OUTCOME: Pérennisation de l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement par une professionnalisation de la gestion et l'application des pratiques de GIRE en Ituri, RDC

IO.1 : Nombre additionnel de personnes (H/F) ayant accès à l'eau potable

Le nombre atteint est largement supérieur (9.197 femmes et 8.491 hommes) à celui du DTF (5.100 femmes et 4.900 hommes). Pour déterminer le nombre de bénéficiaires, le document de l'UNICEF (Guide de collecte des indicateurs WASH) a été utilisé comme guide (voir Annexe 8.6a). Le document propose différentes approches (par exemple la population entière du village ou de la localité si le projet prévoit de couvrir le village en eau potable, nombre de personnes par robinet prévue de desservir).

Compte tenu de l'absence de statistiques officielles à Bunia et dans la province de l'Ituri, CIDRI considère 56 ménages pour 1 point d'eau (1 robinet). Ce chiffre est calculé sur la base du débit total du système, qui est conçu pour être de 4,9 litres/seconde, soit 0,175 litre/seconde par kiosque pour 28 kiosques. Cela donne 15.120 litres par kiosque par jour qui sont disponibles. Nous comptons une moyenne de 15 litres par personne par jour (comme recommandé par l'OMS). Par conséquent, 15.120 litres divisés par 15, donne 1.008 personnes, ou 168 ménages de 6 personnes, qui ont accès à l'eau par kiosque (avec 3 robinets par kiosque, cela signifie 56 ménages par robinet).

Pour cela il s'ensuit qu'en moyenne pour 17 kiosques qui ont été construits sur le programme, 17.136 personnes ont l'accès à l'eau. En plus, il y a 552 personnes desservis sur la ligne de conduite dans le village Ndembo-Malabo, ce qui porte le total à 17.688 personnes. Dans les rapports annuels sur les indicateurs, il a été mentionné qu'au total, 28.776 personnes ont eu accès à l'eau potable. Dans ce chiffre, les 28 kiosques construits ont été comptabilisés, mais au cours de l'évaluation, il a été décidé de n'inclure que les kiosques construits entièrement dans le cadre du programme MYP 2017-2021. Ceci pour préciser que 28.776 personnes ont accès grâce à ce système, cependant il est à nuancer que les kiosques complémentaires ont été réalisés avec un financement hors cadre du programme.

Pour la répartition entre les femmes et les hommes, on est parti de deux échantillons des projets réalisés à Mahagi II et Kudinywara où la moyenne de % était de 52 femmes contre 48 hommes. C'est ce qui a été pris comme base pour les calculs.

Les données de registre de vente de septembre (Annexe 8.6c) montrent qu'une moyenne de 28.280 litre d'eau est distribuée par semaine par kiosque. Avec 17 kiosques, cela donne 480.760 litre au total. Avec 17.688 personnes, cela signifie qu'il y a environ 3,8 litres d'eau utilisés par personne et par jour. Cela peut sembler peu en comparaison avec le 15 litres considérés comme le minimum selon l'OMS. Si nous calculons un minimum de 15 litre par personne et par jour, nous arrivons à un total de 4.578 personnes qui viennent effectivement chercher de l'eau. Mais nous n'avons pas de données qui montrent objectivement à quelles fins les gens utilisent l'eau des kiosques. Il se pourrait qu'ils ne s'approvisionnent en eau aux kiosques que pour la boisson et la cuisine (dans ce cas, 3,8 litres suffiraient) et que l'eau des autres ménages soit puisée à d'autres points d'eau (par exemple, la rivière ou les puits publics dont l'eau est de moindre qualité). D'après les entretiens, nous savons que les utilisateurs des kiosques ont exprimé que le goût de l'eau aux kiosques est supérieur à celui des points d'eau gratuits, ce qui justifie le prix de l'eau aux kiosques, mais indique également qu'il existe d'autres sources d'eau que les gens utilisent.

Ces chiffres peuvent également être évalués sur la base des différents critères donnés dans la définition de « l'accès à l'eau » :

- (1) **Technique** : D'après les observations sur le terrain, la quantité et qualité de l'eau disponible dans les kiosques construits est très bonne et la proximité des kiosques pour aller chercher de l'eau

(max 250m) et la réduction du temps d'attente (environ 10 minutes) sont considérées comme des grandes avantages (voir la section 4.1). Cependant, des problèmes techniques font que les kiosques sont parfois hors service pendant quelques heures ou quelques jours (au moment de la visite sur le terrain, deux kiosques étaient hors service). De plus, lorsque le réservoir situé au-dessus de kiosque est vide, il faut un certain temps avant qu'il ne soit rempli à nouveau. Cela augmente les temps d'attente, surtout pendant les périodes d'affluence.

- (2) **Social** : Les heures d'ouverture des kiosques ont été jugées suffisantes par les personnes interrogées (voir également les rapports journaliers à l'Annexe 8.3).
- (3) **Physique** : En général, les kiosques sont en bon état et facilement accessibles. Aucun problème général n'a été soulevé au cours de l'évaluation à mi-parcours ou des visites sur le terrain en ce qui concerne cet aspect.
- (4) **Financier** : Un bidon de 25L se vend à 100 CDF (soit 0,05 USD) ce qui est en équilibre avec les possibilités financières du groupe cible (confirmé lors des entretiens). Pour plus d'information sur la durabilité financière, voir aussi la discussion sur le résultat 2.
- (5) **Institutionnelle** : Les personnes qui n'ont pas les moyens, ne doivent pas payer l'eau aux kiosques et sont connues par les gestionnaires des kiosques (confirmé lors des entretiens). Cependant, aucune stratégie systématique et institutionnalisée n'est encore développée pour les personnes vulnérables.

IO.2 : Nombre d'élèves qui ont accès à l'assainissement et qui connaissent et appliquent les principes de GIRE

Les écoles constituent un lieu important de sensibilisation à l'importance de la gestion durable de l'eau, tandis que de nombreuses écoles de l'Ituri n'ont pas non plus un accès de base à l'eau potable et à l'assainissement. Par conséquent, le nombre d'élèves qui ont accès à l'assainissement et qui connaissent et appliquent les principes de GIRE est l'un des indicateurs de l'outcome (voir aussi résultat 3 pour plus des résultats dans des écoles).

Au cours du programme, des infrastructures d'assainissement ont été construites dans trois écoles primaires à Bunia (voir résultat 3.2), ce qui donne accès à l'assainissement à 1597 élèves en 2019-2020 (voir le nombre d'élèves inscrits dans les écoles en Annexe 8.6a). Cela signifie que nous avons pratiquement près de l'objectif de 1600 élèves.

En ce qui concerne la deuxième partie de l'indicateur (« connaissent et appliquent les principes de GIRE »), l'objectif est moins clairement atteint. Un atelier pédagogique a été fait par CIDRI concernant une approche appelée « *Enfant Formateur* ». Dans ce cadre, des clubs Hygiène et Assainissement en Milieu Scolaire (HAMS) ont été formés avec des élèves qui sensibilisent les autres élèves aux bonnes pratiques en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement (voir Annexe 8.6a). Les élèves des clubs HAMS connaissent bien les principes de la GIRE tels que l'hygiène, l'utilisation rationnelle de l'eau et la qualité de l'eau. Lors des visites sur le terrain, les enfants ont longuement parlé de l'importance de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Il y a des installations pour se laver les mains et du savon, des cendres (surtout dans l'ECOSAN) etc., et tout cela a été clairement utilisé (voir également la section 3.2). Mais il est moins clair dans quelle mesure les clubs ont été en mesure de sensibiliser les élèves en dehors des clubs et avec les enfants qui ont déjà quitté l'école pendant le programme. Il y a environ 15 élèves dans chaque club HAMS, et nous supposons que grâce à des actions de sensibilisation, ils ont atteint environ 15% des autres élèves. En d'autres termes, environ 308 élèves s'ont améliorés leurs connaissances et leurs pratiques. Sur un total de 1600 élèves, cela fait environ 19%. En outre, la difficulté d'atteindre cette partie de l'indicateur est en partie aussi liée au cadre logique lui-même. Dans le résultat 3, aucune activité directe pour atteindre cette partie de l'objectif n'est explicitement incluse.

Il est vrai que d'autres facteurs, tels que les campagnes (gouvernementales) contre COVID-19 et Ebola, peuvent également avoir eu une influence sur la sensibilisation, par exemple sur le lavage des mains, et qu'il est difficile d'attribuer les résultats uniquement aux efforts déployés dans le cadre de ce

programme. Néanmoins, le fait que les installations de lavage des mains soient intégrées à l'infrastructure sanitaire qui a été construite par le programme et que le club HAMS promeuve activement les bonnes pratiques, le programme a au moins contribué à institutionnaliser d'autres campagnes et des bonnes pratiques.

Appréciation global

Le programme a contribué à la pérennisation de l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement par une professionnalisation de la gestion et l'application des pratiques de GIRE en Ituri, RDC.

Conformément à l'évaluation à mi-parcours, selon les données et les entretiens, nous pouvons conclure que, grâce à la réseaux d'eau et les kiosques, la grande majorité de la population de la zone a accès à l'eau, que la quantité d'eau fournie est suffisante pour couvrir les besoins, que le temps pour aller chercher et tirer l'eau est acceptable et que l'eau est disponible la plupart du temps.

En ce qui concerne l'hygiène et l'assainissement, le programme s'est surtout concentré sur les écoles, où les infrastructures sanitaires et les clubs HAMS ont contribué à institutionnaliser les bonnes pratiques d'hygiène et l'entretien des infrastructures dans une perspective plus globale. Les principes GIRE tels que l'intégration de la gestion de l'utilisation de l'eau (eau potable, assainissement, hygiène) et l'intégration avec la communauté (étudiants) ont été appliqués. Mais pour conclure que les étudiants connaissent et appliquent les principes de GIRE complètement, les données recueillies au début du programme n'étaient pas suffisantes et aucun objectif clair n'a été fixé.

2.2.2 Résultat 1

RESULTAT 1 : Une vision intégrée du secteur de l'eau potable et de l'assainissement est développée et est portée par les acteurs clés en Ituri

IR1.1 : L'existence d'un diagnostic détaillé de l'eau pour toute la province d'Ituri

Cet indicateur a été atteint en 2019 après des enquêtes réalisées dans les 5 territoires de la province de l'Ituri (Aru, Mahagi, Irumu, Djugu et Mambasa). Un diagnostic détaillé de l'eau pour toute la province d'Ituri existe (voir Annexe 8.6b). Ce diagnostic a été la base du plan sectoriel de l'eau et a été développé avec la contribution des parties prenantes (voir aussi section 4.3).

IR1.2 : L'existence d'un plan sectoriel officiel de l'eau potable et assainissement pour toute la province

Après les enquêtes et le diagnostic effectués par CIDRI (IR1.1), le Groupe Sectoriel de l'eau a été créé au début de ce projet. Le Groupe rassemblant les Administrateurs des cinq Territoires de l'Ituri, le Maire de la ville de Bunia, les Bourgmestres des communes urbaines et rurales, les représentants de différents Services Etatiques, des représentants de la Société Civile et ceux des multiples Comités de Gestion communautaire (voir Annexe 8.6b), et s'est attelé en octobre 2018, sous les auspices du Gouvernorat de la Province, à l'identification :

- ◆ De ce qui existe déjà (sur base des résultats des enquêtes précitées, et en plus des quelques enquêtes socio-économiques des ménages menées à Ngote, Linga et Mahagi dans le cadre d'autres projets de CIDRI)
- ◆ Des besoins et priorités pour l'avenir
- ◆ Par conséquent des actions à entreprendre
- ◆ Et de la répartition des responsabilités en fonction des compétences et capacités de chaque institution concernée

Ces éléments sont tous repris dans le plan sectoriel de l'eau de la Province de l'Ituri, rédigé par CIDRI. En 2019, le plan était finalisé : « Plan sectoriel de l'eau pour la Province de l'Ituri: Segment de l'eau potable et de l'hygiène domestique 2019 – 2024 » (voir Annexe 8.6b).

En ce qui concerne la reconnaissance du plan, il n'existe pas une reconnaissance officielle par le gouvernement (il n'a pas été clairement défini ce qu'impliquait l'expression "reconnu"), mais le Ministre Provincial du secteur et le représentant de Gouverneur ont confirmé la réception du plan. En outre, il a été partagé avec les parties prenantes (voir l'Annexe 8.6b) et des entretiens avec plusieurs organisations au cours de l'évaluation ont montré que le document est considéré comme un document de référence important (voir section 3.3). Le plan peut être consulté sur le site web de Join For Water, mais il faut aussi garder à l'esprit que la plupart des documents importants en RDC sont conservés sur papier et non sous forme digitale. Nous savons par des conversations que beaucoup de personnes/instances qui ont reçu le plan sectoriel ont une copie papier dans leurs bureaux (voir section 4.3). C'est pourquoi nous avons fixé la réalisation de cet indicateur à 50% dans la mesure où le plan a été distribué aux différents acteurs clés et reçu par le gouvernement provincial (le principal destinataire) et l'assemblée provinciale, mais n'a pas encore fait l'objet d'un décret provincial pour sa reconnaissance officielle.

Appréciation global

Sur la base des indicateurs, il est difficile d'affirmer pleinement que ce résultat a été atteint. Mais les entretiens menés sur le terrain et le réseau du CIDRI avec de nombreuses autres organisations en Ituri confirment que le plan sectoriel est en effet un point de départ important pour de nombreuses interventions et plans futurs concernant les infrastructures et les investissements en matière d'eau potable. Nous pouvons donc conclure qu'une vision intégrée du secteur de l'eau potable est développée et est portée par les acteurs clés.

Cependant, d'après les plans initiaux, le Plan Sectoriel aurait dû inclure l'eau et l'assainissement. Dans le plan produit, seule la secteur d'eau (y compris l'hygiène) a été abordée. Le plan ne représente pas entièrement le secteur de l'assainissement. Au début, le comité de pilotage a recadré le travail et l'on s'est limité à l'eau et l'hygiène domestique. Cela s'explique en partie par le fait que l'eau potable est le point fort du CIDRI et qu'elle est donc au centre de ses préoccupations depuis des années. L'inclusion de l'assainissement est restée un défi dans ce programme et s'est concentrée sur les écoles (voir ci-dessous).

Par conséquent, la vision "intégrée" ne s'applique qu'au secteur de l'eau potable. Néanmoins, dans un pays où l'information est souvent éparpillée et rare, le plan sectoriel et son utilisation par les parties prenantes contribuent à une vision plus holistique du secteur de l'eau dans la province et constitue un pas vers une approche plus intégrée de la gestion de l'eau dans le futur.

2.2.3 Résultat 2

RESULTAT 2 : La gestion locale des systèmes d'eau existants et des nouveaux systèmes en Ituri est améliorée

IR2.1 : Le nombre de kiosques de vente de l'eau mise en service financièrement viables et qui respectent le contrat de délégation

Dans le dossier initial, il était prévu de construire 25 kiosques. Sur ces 25, 17 étaient prévus sur le système Ngongo II à Bankoko, qui ont tous été construits et qui sont fonctionnels (voir Annexe 8.6c pour les contrats avec gestionnaires, factures, localisations GPS, registres de ventes, etc.). En outre, 10 étaient prévus pour être construits via un fonds de professionnalisation (combinaison de financement de la DGD et de l'UE), où les comités de gestion pouvaient soumettre des mini-projets. En total, 10 projets étaient sélectionnés dans les territoires (Aru, Djugu et Irumu) en vue d'améliorer également leurs systèmes. Sur les 10 kiosques prévus, 2 sont déjà construits, mais les 8 n'ont pas été construits à cause de la montée de l'insécurité dans la zone du projet. Dix autres kiosques ont été construits grâce au cofinancement de la DGD et de Misereor, mais ces kiosques ne sont pas encore connectés au réseau d'eau (voir résultat 3).

L'évaluation à mi-parcours a conclu qu'il est difficile d'analyser correctement la situation financière des systèmes d'eau et les kiosques, car les informations ne sont pas toujours disponibles pour tous les critères et les données ne sont pas toujours fiables. C'est toujours le cas, car il reste difficile d'affirmer objectivement que les kiosques sont financièrement viables. Toutefois, l'évaluation à mi-parcours a indiqué que le faible taux de paiement est la principale cause d'une situation financière précaire. Mais sur la base du registre de vente de septembre 2021, une moyenne de 1.131 bidons a été vendue par kiosque par semaine (pour les 17 kiosques) (voir Annexe 8.6c ; la quantité d'eau extraite est mesurée par un compteur d'eau. L'index compteur est écrit chaque jour, ce qui constitue la base pour calculer la quantité d'eau vendue). A 100 CDF par bidon, on s'attend donc à un revenu total de 113.100 CDF. Le montant moyen reçu a été de 91.944 CDF par semaine, soit 18% de moins que prévu. Lors des entretiens avec les gestionnaires, cela a souvent été expliqué par le fait que certaines personnes ne peuvent pas payer l'eau. Cela correspond aux résultats de l'évaluation à mi-parcours, où les gestionnaires ont estimé qu'entre 15 et 30 % des personnes ne peuvent pas payer.

Les factures des gestionnaires de septembre 2021 (voir Annexe 8.6c), montrent qu'ils reçoivent un salaire moyen de 93.071 CDF (~50 euros) par mois, ce qui se traduit par un revenu mensuel stable pour les gestionnaires des kiosques. L'évaluation à mi-parcours a également montré que le revenu quotidien moyen par ménage dans les sites échantillonnés se situait entre 1 et 1,5 USD. Ces résultats sont également étayés par les entretiens avec les gestionnaires pendant le travail sur le terrain, où la plupart d'entre eux ont exprimé le revenu mensuel comme un avantage. Nous concluons donc que, bien que la viabilité financière ne soit pas entièrement prouvée, les résultats sont encourageants (p.ex les recettes des kiosques, personnel et prestataires régulièrement payés, entretiens et réparations...). Et actuellement il y a une réserve de 7000\$ en banque.

Après avoir partagé les facteurs de succès et les avantages relatifs à la rentabilité financière des kiosques construits à titre expérimental sur le réseau de la Caritas et ceux construits sur le réseau de Bankoko, plusieurs comités de gestion ont exprimé le vœu d'introduire aussi ce mode de gestion par des kiosques chez eux. Néanmoins, un travail supplémentaire est encore nécessaire pour renforcer les comités de gestion, y compris leur viabilité financière.

IR2.2 : Le nombre de femmes satisfaites du service d'eau rendu par les kiosques en termes de volume d'eau disponible, heures d'ouverture, prix de vente, et temps d'attente

Fin décembre 2020, une enquête sur la satisfaction des kiosques a été réalisée sur plusieurs aspects (nombre de bidons vendus, temps d'attente, prix abordable de l'eau, régularité et satisfaction générale). Au total, 100 femmes ont été interrogées à Bankoko (voir Annexe 8.6c pour les résultats du contrôle de satisfaction).

Le nombre de femmes satisfaites de service est celui de Bankoko uniquement et est extrapolé pour le % pour 2020. Sur 100 échantillons de femmes pris sur chacune d'avenue où est construit un kiosque à eau, 70 se sont exprimées être satisfaites et 30, non satisfaites. La distance pour les femmes qui n'habitent pas l'avenue où l'on a construit le kiosque est le mobile principal de la non satisfaction. La distance maximale à un kiosque est d'environ 250 m dans les avenues où les kiosques sont construits (voir le plan de distribution en annexe 8.6d). Pour ceux qui n'utilisent pas les kiosques, il existe d'autres points d'eau privés (forages, puits, etc.) (confirmé lors des entretiens). En ce qui concerne le temps d'attente, l'évaluation à mi-parcours indique que celui-ci peut aller jusqu'à 2h aux bornes-fontaines de Mahagi. Cependant, d'après les visites sur le terrain et les entretiens, le temps d'attente aux kiosques à Bunia est au maximum d'environ 10-15 minutes, sauf si le réservoir est vide (il faut alors attendre un certain temps avant qu'il ne soit rempli à nouveau).

IR2.3 : Le nombre de solutions concrètes à des problèmes particuliers ou communs grâce à des visites d'échanges ou des réunions thématiques des comités de gestion au sein du SAGE

L'Exécutif de la SAGE a.s.b.l. n'est fonctionnel qu'au début du 2021 et en 2020, l'intérim se faisait par le Coordonnateur du CIDRI et chargée de programme du projet SAGE, plus le Président du C.A. SAGE (voir Annexe 8.6c pour comptes rendus des comités de gestions). Six problèmes majeurs sont résolu :

Problème	Solution
Absence des outils de gestion	Manuel de gestion : aide à résoudre des problèmes de gestion
Gestion des ouvrages par des comités informels (sans reconnaissance légale)	14 comités sont reconnus officiellement dont parmi lesquels 8 à la base de création de la SAGE
Problèmes techniques sur leurs réseaux entraînant beaucoup de gaspillage et perte d'eau	4 comités ont amélioré leur rentabilité
Difficulté de déplacement pour libérer les cotisations des comités membres de la SAGE	Paiement par téléphone améliore le taux de cotisation
Absence des matériaux et matériels de qualité	Construction du magasin de pièces de rechange. C'est une demande expresse de longue dates des gestionnaires des réseaux d'eau.
Absence de canevas ad-hoc pour le reporting	Format de rapport standardisé, qui facilite la transparence et la reddition de comptes

Appréciation global

La gestion locale des systèmes d'eau existants et nouveaux en Ituri est améliorée de deux manières principales. Premièrement, les kiosques étaient au début du programme une approche innovante pour distribuer l'eau d'une manière accessible et durable par rapport aux fontaines à eau (voir également la section 4.1 pour plus d'informations sur les changements induits). Deuxièmement, alors que le SAGE doit encore mûrir, il est clair que les comités de gestion assument leur rôle.

2.2.4 Résultat 3

Résultat 3: La disponibilité de l'eau potable et l'accès à l'assainissement de base ont augmenté, conformément à la vision intégrée

IR3.1 : Nombre de nouveaux systèmes gravitaires d'eau potable construites dans une zone prioritaire

D'ici 2019, 1 réseau d'eau additionnel par gravitation était construit à Bankoko (quartier périphérique de la ville de Bunia) (voir carte dans Annexe 8.6d). Le réseau capte l'eau dans les collines au nord de Bunia (zone source Ngongo) et transporte l'eau à travers un réseau de tuyaux jusqu'à Bankoko à Bunia, où elle se connecte aux kiosques. Grâce à ce réseau, la cible définie dans le cadre logique a été atteinte.

Cependant, une extension du réseau vers Kanyasi était également prévue à la fin du programme (des kiosques sont déjà construits avec des autres fonds), mais cela a été retardé en raison de non accessibilité à la zone de sources pour les travaux de captage ainsi que de difficultés dans la livraison des tuyaux et des accessoires (voir Annexe 8.6d pour une référence au plaidoyer autour de cette question). En effet, l'actualisation du devis et des spécifications techniques initiaux des matériaux et accessoires a retardé le processus de passation de marché pour la fourniture des matériaux hydrauliques et, conséquemment l'amorce des aspects administratifs relatifs à l'exonération. Aussi, la pénurie de matières premières et transports internationaux suite à la Covid-19 ont interrompu les chaînes d'approvisionnement. En plus, il est vrai que nous avons commencé trop tard avec la préparation de la commande des tuyaux, les démarches d'exonération etc.

IR3.2 : Nombre d'écoles qui sont équipées d'un paquet total d'assainissement dans une approche GIRE (toilettes Ecosan, collecte eau de pluie, gestion des déchets, pépinière)

L'école a été incluse dans le résultat sur l'augmentation de la disponibilité de l'eau potable et de l'accès à l'assainissement pour deux raisons: (1) de nombreuses écoles de Bunia (et de l'Ituri) n'ont pas d'infrastructure de base pour l'eau potable et l'assainissement, et (2) les écoles jouent un rôle important dans la sensibilisation autour de la vision intégrée autour de l'eau (GIRE) que nous avons cherché à adopter. La deuxième partie a déjà été examinée pour l'indicateur IO1.2.

Nous avons cherché à équiper au moins deux écoles d'un paquet total d'assainissement dans une approche GIRE. Par cela, nous entendons que les différentes utilisations de l'eau pour des bonnes pratiques sont maîtrisées et des infrastructures appropriées sont en place (par exemple, toilettes Ecosan, eau de collecte de pluie, gestion des déchets, pépinière). En ce programme un nouvel ouvrage de latrine (Ecosan) est introduit à titre expérimental dans deux écoles (Ecoles primaires de Sainte Cécile et Agneau de Dieu). En outre, une autre école (école primaire Bankoko) était équipée de deux blocs de latrines (garçons et filles) et une quatrième école (école Mont Bleu) était équipée d'un robinet pour l'eau potable (voir Annexe 8.6d pour les plans).

Lors de la formulation du programme, on ne savait pas encore où en Ituri les latrines scolaires seraient construites. Dans les zones rurales, il y a généralement plus d'espace autour des écoles. Mais ces écoles devenaient moins accessibles en raison de la violence. Dans les écoles de Bunia, il n'y a souvent pas beaucoup de place. Une pépinière d'arbres a été créée à l'école primaire Nizi II et à Tsere (UNIBU). Des arbres ont été plantés à EP Nizi II (730 arbres) et EP Bankoko (1012 arbres).



En dehors des actions réalisées, le programme n'a pas réussi à adopter véritablement la vision intégrée dans les écoles (par exemple, pas de réservoirs de collecte des eaux de pluie, pas de système clair de gestion des déchets, pas de lien clair entre l'eau et l'aménagement des arbres).



Appréciation global

Sur la base de ces indicateurs, on peut affirmer que la disponibilité de l'eau potable et l'accès à l'assainissement de base ont effectivement augmenté. Un réseau d'eau fonctionnant bien a été construit, qui apporte de l'eau propre à la ville. Dans les écoles, les infrastructures d'eau et d'assainissement ont été livrées conformément aux plans. Le point faible pour atteindre pleinement ce résultat est l'alignement sur une "vision intégrée", en particulier au niveau des écoles. Cela est dû en partie au manque d'expérience du CIDRI en dehors du secteur de l'eau potable, ainsi qu'au fait qu'il n'a pas été clairement défini quand et comment une vision intégrée est réalisée au niveau des écoles.

2.2.5 Résultat 4

Résultat 4: R4: Les ressources en eau sont protégées dans des modèles selon le principe GIRE

IR4.1 : Le progrès réalisé dans l'élaboration participative d'un plan de gestion durable de la zone des sources selon les principes GIRE

Peu de travail participatif a été fait avec les communautés vivant dans les zones sources pour sensibiliser à l'importance de la protection des sources. Néanmoins, 80 ménages de groupement Tambaki (Mandro) ont été identifiés et ont préparé les champs pour le reboisement (voir le fiche

d'identification des bénéficiaires en Annexe 8.6e). Mais à cause de l'insécurité les champs n'ont pas été reboisés. Par conséquent, on peut affirmer que des progrès ont été initialement réalisés dans le développement participatif d'un plan de gestion durable, dans le sens où la sensibilisation autour de la protection des sources a été effectuée et où les ménages ont accepté de participer à des actions concrètes, mais rien n'a été finalement exécuté.

IR4.2 : La superficie totale qui est protégée selon le plan de gestion durable de la zone des sources par un comité mixte (populations concernées et comité de gestion)

Un plan de mise en œuvre GIRE pour 10 Ha à Lonyo était développé, et 16.000 plantules étaient prêtes pour l'exécution de ce plan. CIDRI a conclu un partenariat avec le COSAE et l'Université de Bunia (UNIBU) pour exécuter le plan (voir les plans, les comptes rendus des réunions, les investissements dans les pépinières d'arbres et des photos en Annexe 8.6e).

Mais, le plan n'est abouti à cause de l'insécurité dans la zone du projet. Beaucoup des plantules ont été perdues, mais pour ne pas perdre tous, 3.000 plantules sont été transplantées sur le terrain du campus de l'Université de Bunia (UNIBU) (L'UNIBU n'étant pas la cible pour cette activité, mais l'insécurité dans la zone du projet a fait d'elle une bénéficiaire). Le taux de survie des plantules à l'EP Bankoko est de 32,2% soit 326 plantules qui ont survécu sur 1.012 plantées. Tandis qu'à l'UNIBU, ce taux de survie d'arbres en croissance est de 40,8 %, soit 1225 sur 3000 plantés. Raisons évoquées: vols de certaines jeunes plantes, destruction par les animaux en divagation et certaines personnes de mauvaise foi et aussi, par le feu de brousse (incendie).



Appréciation global

Ce résultat n'est pas atteint pendant la durée du programme. La raison la plus importante en était l'accès de plus en plus difficile aux zones sources en raison de l'insécurité. En outre, cet aspect était nouveau pour CIDRI, qui nécessitait plus de soutien pour aborder de manière créative la protection des zones sources. De plus, la protection des ressources en eau était une nouveauté pour CIDRI, dont

Le point fort est l'eau potable depuis de nombreuses années. Pour y remédier, CIDRI a reçu le soutien de Join For Water. Par exemple, un gestionnaire de programme ougandais (George Bwambale) s'est rendu en RDC pour d'abord identifier la zone pilote, puis travailler avec les jeunes étudiants de Nizi. Il était censé revenir pour l'installation de pépinières communautaires pour les zones sources, le processus de reforestation par phases, le suivi, etc. Entre-temps, la situation sécuritaire s'est aggravée. De même, un soutien dans le domaine de la GIRE et de la plantation d'arbres était également prévu avec le partenaire BOS+ en Ouganda, mais la situation sécuritaire ne l'a pas permis. En même temps, il est reconnu qu'un manque de communication, de soutien, et de coordination sur les implications de la situation sécuritaire a empêché de changer de manière proactive l'orientation de ce résultat et de trouver des alternatives (voir aussi la section 3.1.2 et les recommandations à la fin).

3. Les changements induits par le programme

3.1 Accès à l'eau

Question N°1 : ACCES A L'EAU :

Est-ce qu'il y a eu des changements au niveau individuel, au niveau du ménage et/ou au niveau de la communauté attribuables à l'introduction et fonctionnement des kiosques à eau ?

Améliorer l'accès à l'eau (qui comprend l'ensemble de l'infrastructure, sa gestion, la maintenance, la durabilité (financière), etc.) peut être considéré comme le principal changement induit par le programme. Au centre de cela se trouvent les kiosques qui ont été construits dans la ville de Bunia, qui forment la connexion entre le réseau d'eau (infrastructure de tubes) et les gens. C'est grâce aux kiosques que de l'eau propre est disponible pour les gens, tout en générant suffisamment de revenus pour maintenir le système et les personnes qui exploitent les kiosques. La gestion par kiosque est une innovation aussi bien pour les services d'eau rendu à la communauté que pour la canalisation des recettes, approche du partenariat public-privé vu l'implication de plusieurs partenaires/acteurs, etc.

C'est pourquoi nous nous sommes concentrés sur les kiosques lors de l'évaluation pour trouver une réponse à notre première question d'évaluation : *Est-ce qu'il y a eu des changements au niveau individuel, au niveau du ménage et/ou au niveau de la communauté attribuables à l'introduction et fonctionnement des kiosques à eau?*



Pour répondre à la question, nous avons concentré notre travail de terrain sur trois niveaux (voir également la section 1.4.2-1.4.3): individuel, communautaire et scolaire. Dans la figure, les principales conclusions à chaque niveau sont indiquées, qui sont discutées plus en détail ci-dessous.

Niveau individuel

Nous avons réalisé des entretiens avec 11 gestionnaires des kiosques (dont 8 femmes) et 7 utilisateurs (dont 6 femmes).

Le changement positif le plus cité mentionné par toutes les personnes interrogées a été la **réduction de la distance** jusqu'au point d'eau le plus proche (13/18 personnes). Nous n'avons pas de statistiques sur la réduction exacte de la distance, mais comme nous l'avons mentionné précédemment, les kiosques ont été construits de manière à ce que, par avenue, les gens n'aient pas à marcher plus de 250 m en moyenne. Ceci a été confirmé lors des visites sur le terrain : les femmes ont exprimé qu'elles peuvent dormir plus longtemps avant aller chercher de l'eau. Cela était également lié à une meilleure sécurité (personnelle) en termes de violence et d'accidents (par exemple, les enfants près de la rivière).

Deuxièmement, **l'amélioration de la qualité** de l'eau a également été souvent mentionnée (11/18 personnes), le meilleur goût faisant l'objet de deux mentions spécifiques et la **réduction des maladies** liées à l'eau 8 fois. Une femme a fait la comparaison avec les bornes-fontaines et nous a dit que beaucoup de gens s'accordent à dire que l'eau des kiosques est de qualité supérieure. Elle a même fait le test en prenant un bidon du kiosque et un autre de la borne fontaine, et a constaté qu'il y avait des insectes dans ce dernier après quelques jours, alors que l'eau du kiosque restait propre.

De plus, le développement d'une **source de revenus** pour les gestionnaires de kiosques a

été déclaré 7 fois comme un changement positif (y compris le soutien à la famille, la capacité d'économiser de l'argent et l'augmentation de la valeur de la propriété). Par exemple, en septembre 2021, les gestionnaires gagnaient en moyenne 93.071 CDF (environ 46 USD), soit environ le revenu moyen national (Annexe 8.6c). Cependant, 2 personnes ont indiqué que le salaire était trop bas, surtout lorsque beaucoup de gens n'étaient pas en mesure de payer leur eau (les personnes qui n'ont pas assez d'argent sont généralement connues dans la communauté et peuvent obtenir de l'eau même lorsqu'elles ne peuvent pas payer). Il n'y a actuellement pas de bon système pour tenir compte de ces personnes vulnérables (seule la consommation d'eau est mesurée à l'aide des compteurs) et 5 personnes ont exprimé que le prix de l'eau est trop élevé (contre 4 personnes qui disent que le prix est acceptable). De même, 3 gestionnaires ont indiqué que le soutien social (par exemple en cas de maladie) est un point faible.

De plus, la **réduction du temps d'attente** a été mentionnée 5 fois (grâce à plusieurs robinets à chaque kiosque). En ce qui concerne le temps d'attente, l'évaluation à mi-parcours indique que celui-ci peut aller jusqu'à 2h aux bornes-fontaines de Mahagi. Par rapport aux bornes-fontaines, les kiosques disposent d'un réservoir sur le toit dans lequel l'eau est pompée. Cela signifie que l'eau est directement disponible. Nous n'avons pas de chiffres objectifs pour le confirmer, mais par expérience, nous estimons que le temps d'attente est d'environ 10-15 minutes maximum en cas de file d'attente. Mais, à certains kiosques, cela a provoqué la vidange rapide du réservoir le matin, ce qui a entraîné des temps d'attente pendant que le réservoir se remplit à nouveau. Enfin, 3 gestionnaires ont également souligné que leur rôle a contribué à accroître **les contacts sociaux au sein de la communauté**.



Niveau individuel
La distance est diminuée
La qualité d'eau est améliorée
Source de revenu
Le temps d'attente est plus court



Niveau de la communauté
La qualité d'eau est améliorée (et les maladies ont diminué)
Acceptation de la gestion privée



Niveau des écoles
Dépenses d'écoles ont diminué
Les accidents ont diminué

Niveau de la communauté

Pour représenter les changements induits au niveau communautaire, des entretiens focus group ont été réalisés avec les comités de gestion et les chefs des avenues (voir Annexe 8.3b).

D'une manière générale, tant les femmes que les hommes ont indiqué que le changement le plus important est **l'amélioration de la qualité de l'eau et la réduction associée des maladies liées à l'eau**. Malheureusement, nous ne pouvons pas soutenir cela par des statistiques officielles parce que l'absence de celles-ci à l'échelle des quartiers. Néanmoins, cette affirmation a également été répétée lors d'une entrevue avec un représentant de la Division provinciale de la santé (voir Annexe 8.3c). Le manque de données sur la qualité de l'eau a également été mentionné dans l'évaluation à mi-parcours. Les comités de gestion n'ont pas les moyens de mesurer régulièrement la qualité de l'eau.

De même, la **réduction de la distance** aux points d'eau a également été déclarée comme un changement important par la plupart des participants. Ici aussi, nous n'avons pas de statistiques concrètes, mais les femmes par exemple ont exprimé qu'elles sont mieux reposées parce qu'elles dorment plus (doivent marcher moins) et que leur sécurité personnelle s'est améliorée. La **réduction du temps d'attente** était un autre changement souvent déclaré par tous les groupes, et la raison la plus importante en était la présence de 3 robinets à chaque kiosque et le nombre croissant de kiosques. Les femmes des groupes ont également mentionné l'importance des kiosques pour renforcer les **réseaux sociaux et la cohésion** au sein de la communauté.

En outre, l'équipe d'évaluation a fait part de ses propres observations à la fin des entretiens en ce qui concerne **l'acceptation générale des kiosques** comme moyen d'apporter de l'eau aux gens. Il convient de souligner que ces kiosques sont nouveaux et reposent pleinement sur la coopération et la participation de la communauté et des particuliers (donner une partie de leur propriété aux kiosques, les gérer, organiser des comités de gestion). Nous aimerions donc ajouter l'acceptation de la gestion des kiosques comme un autre changement important induit par le programme.

Niveau des écoles

Au niveau des écoles, le programme a contribué à améliorer l'accès à l'eau potable dans 4 écoles (voir Annexe 8.3c). Dans chaque école, la présence d'un point d'eau sur le terrain de l'école a entraîné une **réduction des absences et un nombre réduit d'accidents** liés à la traversée de routes pour aller chercher de l'eau. En outre, la disponibilité de l'eau à l'école a été mentionnée pour avoir un impact positif sur les **dépenses scolaires**, bien que nous ne puissions pas étayer cela avec des données objectives. En raison du manque de données de base ou de statistiques de l'école, nous ne pouvons pas appuyer ces déclarations sur d'autres données. Néanmoins, étant donné que les mêmes aspects ont été mentionnés à deux équipes distinctes et dans des écoles différentes, ces observations ont certainement une certaine valeur.

3.2 GIRE

Question N°2 : GESTION INTEGREE DES RESSOURCES EN EAU

Est-ce qu'on peut constater des changements dans les connaissances, attitudes et/ou pratiques des groupes cibles qui peuvent être liés à la GIRE ?

CIDRI et Join For Water reconnaissent qu'il s'agit de l'une des parties les plus difficiles du programme en RDC. Tout d'abord, la plupart des activités liées à GIRE se sont concentrées sur les écoles (résultat 3), et les zones des sources (résultat 4). Comme nous l'avons vu à la section 2, les zones sources étaient inaccessibles en raison de l'insécurité à l'extérieur de Bunia. Par conséquent, nous avons concentré cette question principalement sur les écoles. Un autre défi qui a été identifié est qu'aucune base de connaissances dans les écoles n'a été enregistrée au début du programme. Il est donc difficile d'évaluer objectivement les changements dans les connaissances, attitudes et/ou pratiques. Par conséquent, les questions ont été préparées à la base d'un atelier pédagogique qui a été fait par CIDRI concernant leur

approche appelée « Enfant Formateur » (voir Annexe 8.6a). Des questions ont été préparées sur six thèmes : rôle des HAMS, Hygiène, Assainissement, Bonnes pratiques, Accès à l'eau et plantation d'arbres (voir Annexe 8.3c).

Les conclusions des questionnaires/quiz que nous avons faits avec les clubs HAMS (EP Sainte Cécile, Agneau de Dieu, Bankoko) sont que les étudiants au sein des clubs ont clairement développé des connaissances sur les multiples utilisations de l'eau et les processus connexes (c'est-à-dire l'eau potable, l'hygiène, l'assainissement, le nettoyage de l'école, la collecte / la gestion de l'eau au niveau de l'école), qui est lié aux principes GIRE. De même, ils ont exprimé des connaissances sur les processus environnementaux / de l'eau tels que l'impact de la pollution de l'eau sur la santé, le rôle des arbres, etc.

Pour conclure, les changements induits par le programme par rapport à les connaissances, les comportements et les pratiques liés à la GIRE sont très limités. Néanmoins, il faut également garder à l'esprit que ce type de changements ne se produit pas soudainement. C'est la raison pour laquelle le programme s'est concentré sur les écoles, où les élèves apprennent de nouvelles idées et appliquent leurs idées plus tard dans la vie. C'est pour cette raison que même de petits changements ou observations en ce qui concerne les connaissances et les pratiques ne doivent pas être sous-estimés.



3.3 Gouvernance et plaidoyer

Question 3 : GOUVERNANCE : Est-ce qu'il y a eu des changements (améliorations, retours) au niveau des interventions des acteurs du secteur attribuables à l'existence du plan sectoriel eau et assainissement ?
Question 4 : PLAIDOYER : Quel est l'impact de la reconnaissance du plan sectoriel ?

Nous avons passé 8 entretiens avec représentants des organisations ciblées par CIDRI pour influencer la gouvernance dans le secteur de l'eau. En ayant des entretiens semi-structurés avec des représentants de ces organisations, nous visons à obtenir des informations objectives (voir Annexe 8.3c et le tableau ci-dessous).

Ce qui est devenu clair est que le document est devenu un document de référence/un outil de gouvernance de l'eau. Le document sert comme base de données et aide avec l'orientation stratégique des interventions des organisations/acteurs du secteur. Ce changement ne peut être sous-estimé, car le document fournit une source d'information dans un contexte où l'information est souvent rare et dispersée. Il est bien formulé par Action Contre La Faim : c'est « l'unique source de données WASH quantitatif et qualitatif un peu structurée en Ituri ». Cela signifie qu'il est souvent utilisé pour prioriser et planifier de nouvelles interventions (c'est-à-dire que le document aide à identifier où se trouvent les principaux besoins). Certaines personnes interrogées ont également indiqué que le Plan les a aidées à obtenir du financement pour des projets, car il indiquait clairement où se trouvent les besoins.

En bref, bien qu'il reste difficile d'évaluer les changements au niveau de la gouvernance (parce que la province a été assiégée par l'armée et que tous les responsables gouvernementaux ont été remplacés),

il est clair, d'après les entretiens, que le document a acquis une place de choix dans de nombreuses organisations du secteur de l'eau. Le changement le plus important est la présence d'un document de référence qui peut être utilisé à plusieurs fins. Le défi pour l'avenir sera (i) de maintenir les mises à jour du plan, (ii) de l'étendre à d'autres provinces et (iii) de l'utiliser plus activement pour le plaidoyer (y compris la vulgarisation des principales conclusions).

De plus, il faut mentionner que malgré l'état de siège, CIDRI a essayé de plaider auprès du gouvernement militaire et du gouverneur en particulier, pour obtenir leur soutien (voir exemple en Annexe 8.6d). L'équipe d'évaluation a rendu visite au gouverneur le premier jour du travail sur le terrain, et celui-ci a confirmé qu'il appréciait beaucoup le travail du CIDRI et qu'il s'intéressait personnellement aux questions liées à l'eau (voir Annexe 8.3a). Il a promis de faire ce qu'il peut pour soutenir CIDRI et a envoyé un représentant lors de la restitution de cette évaluation. Ceci démontre que l'organisation est connue par le gouvernement militaire grâce aux efforts de plaidoyer du CIDRI.

3.4 Capitalisation

Question 5 : Comment les produits de capitalisation du programme peuvent-ils être utilisés pour mobiliser et sensibiliser les communautés à s'impliquer dans les projets d'eau ? Qu'est-ce qui fonctionne et pourquoi ?

CIDRI a produit des produits de capitalisation différentes (voir le tableau ci-dessous). Nous avons sélectionné un film produit par CIDRI comme produit de capitalisation.

CIDRI a de l'expérience dans la réalisation de films documentaires (CIDRI a fait 4 films au total pendant le programme) à utiliser pour la sensibilisation sur son travail, l'importance de l'eau potable et de la gestion de l'eau ; la mobilisation de la communauté à impliquer dans les travaux d'infrastructures ainsi que les risques encourus par l'équipe technique de CIDRI en compagnie des techniciens de la Caritas Diocésaine de Bunia dont deux tués dans la zone de source de Ngongo.

Nous avons convenu que la projection d'un film serait un excellent moyen d'interagir avec les participants pendant la restitution, et que les expériences de montage et d'utilisation du film peuvent être un produit de capitalisation utile (à la fois en RDC; mais aussi pour Join For Water en général).

Nous avons sélectionné le film qui montre comment le réseau d'eau pour le quartier Bankoko (quartier périphérique de Bunia) a été construit avec la participation de la communauté (voir Annexe 8.5).

Titre/thème	Type	Utilité	Public cible
Projet CDIRI Bankoko	Film	Mobilisation, sensibilisation	Les personnes vivant à Bankoko en premier lieu, mais pourraient potentiellement être utilisées dans d'autres endroits et pays. Toutes les parties prenantes qui ont participé au programme pour rappeler le travail qui a été accompli.
Arrivée de l'eau à Kolomani, 1^{er} village à l'entrée dans la zone de distribution.	Film	Sensibilisation des bénéficiaires en aval.	Les bénéficiaires en aval de Kolomani sont incités pour accélérer leurs participations aux travaux physiques de la tranchée.
Interview des femmes sur leurs perceptions du résultat de projet.	Film	Témoignage sur la satisfaction grâce à la proximité de l'eau.	Les femmes de Bankoko, bénéficiaires du projet d'eau.
Les rescapés du 18/9/2020	Film	Témoignage et plaidoyer.	Join For Water comme sous-bassement à la lettre adressée au Président de la

			République de la RDC pour attirer l'attention de gouvernement congolais sur ses responsabilités régaliennes.
Projet SAGE : Renforcer et formaliser la gestion communautaire de l'eau dans un cadre légal, un témoignage d'Ituri	Document	Guide méthodologique, partages leçons apprises	Groupe sectoriel de l'eau, les partenaires de mise en œuvre du projet (CIDRI & Join For Water).

3.4.1 Processus de développement

Déclaration Problème: L'idée du film est apparue à partir de la nécessité de mobiliser les habitants de Bankoko pour aider aux travaux de construction du réseau de canalisations de la zone source vers la ville.

Solution : Il a été décidé de faire un film, qui a été montré à différents endroits de la communauté. Le film contient plusieurs éléments : (1) des images de la zone d'intervention, (2) des experts qui expliquent les détails techniques et les besoins, (3) l'engagement de dirigeants locaux tels que chefs des avenues, et (4) des bénévoles locaux qui ont déjà aidé. Le film a été visualisé dans plusieurs avenues de Bankoko pour mobiliser plus de personnes en vue de libérer leur participation pour aider aux travaux.

Développement : Le film a coûté 600 USD. Pour aider à la production, une entreprise locale a été embauchée (voir Annexe 8.5).

3.4.2 Leçons apprises

Pour comprendre comment et pourquoi ce film a contribué à y parvenir, nous avons posé une série de questions aux participants de la restitution après avoir visualisé le film. Les questions étaient les suivantes (voir aussi Annexe 8.4a) :

1. Est-ce que vous reconnaissez la réalité du film dans votre quotidien? / Est-ce que vous avez vécu des expériences comme celles du film ?
2. Quelles questions le film a soulevé chez vous?
3. Qu'est-ce que, selon vous, le film prétend montrer ?
4. Quel défi le film nous propose ? Comment confronter ce défi ?

Tout d'abord, les participants ont indiqué plusieurs éléments du film qu'ils reconnaissent tels que le manque d'eau à Bunia, la mobilisation de la communauté, la lourdeur du travail qui vient avec le sacrifice. Mais ce sur quoi ils étaient tous d'accord, c'était le fait que cela évoquait un grand sentiment de solidarité et d'unité au sein de la communauté. Le film met en lumière la cohésion sociale et la volonté de la communauté de travailler ensemble et d'abandonner la terre pour le plus grand bien. En outre, en particulier les femmes, ont indiqué que le film sert également à montrer les dangers du travail (travailler à la campagne sans vêtements appropriés, exposé à des serpents, etc.).

En bref, le film a permis de mettre en évidence de multiples aspects qui ont été mentionnés lors de la présentation et des recommandations (sécurité, implications de plusieurs acteurs). Le film présente également une valorisation de l'implication des multiples participants et motive à poursuivre la coopération. Le film sert également à avoir un catalogue de collaboration avec les acteurs et un instantané pour les générations futures.

Nous concluons donc que ces films ne sont pas seulement un outil utile pour augmenter la participation et l'implication dans les projets, mais aussi pour faire une vue d'ensemble des activités qui ont été

faites pendant le programme et des personnes qui y ont participé. En d'autres termes, on est passé d'un outil à un produit de capitalisation pour les générations futures. Nous concluons également qu'il est important de montrer à la fois les défis associés à une activité et les éléments de solidarité et d'unité pour qu'elle semble réaliste et attire les communautés.

4. Points forts et points faibles

4.1 Pertinence

Pendant la durée du programme 2017-2021, la pertinence du programme et l'accent mis sur les investissements dans l'eau restent très élevés. En effet, la zone de projet qu'est la Province de l'Ituri a un taux de couverture en eau très faible ($\pm 20\%$) et en ce dernières années, elle a connu comme tant d'autres provinces, les conséquences de la pandémie de la Covid-19 et la réapparition de l'épidémie d'Ebola. En même temps, la résurgence de l'insécurité dans les différents territoires de la Province a provoqué un flux migratoire interne où de nombreuses personnes convergent vers Bunia. Un accès accru à l'eau potable est une manne et résulte à un impact tangible.

Les mesures visant à développer la vision du secteur et à soutenir les comités de gestion (y compris la création d'une structure de deuxième degré SAGE) montrent le potentiel de rendre l'accès à l'eau potable plus durable pour toute la province. Ceci est également confirmé dans l'évaluation à mi-parcours qui considère la création de cette structure, le lancement du fonds de professionnalisation et les sessions de formation des comités comme des démarches avec une valeur ajoutée signifiante.

Améliorer l'accès à l'assainissement est également très pertinent en Ituri, ce qui mérite l'action menée sur cet aspect dans les écoles. Cependant, il est reconnu qu'en raison de cette pertinence, une attention encore plus grande aurait pu être portée à l'assainissement (par exemple en l'incluant plus explicitement dans le plan sectoriel). L'action limitée dans ce domaine peut donc être considérée comme un point faible.

En outre, le programme axé sur la GIRE s'aligne sur certaines lois nationales et initiatives régionales:

- ◆ Loi n° 15/026 du 31 décembre 2015 relative à l'eau : <https://www.leganet.cd/Legislation/Droit%20economique/Eaux/Loi.15.026.31.12.2015.html>
- ◆ Loi n°14/003 du 11 février 2014 relative à la conservation de la nature : <http://aeco-rdc.net/wp-content/uploads/2018/02/2014-02-11-LOI-N%C2%B0-14-003-DU-11-FEVRIER-2014-RELATIVE-A-LA-CONSERVATION-DE-LA-NATURE.pdf>
- ◆ Le Fonds Bleu du Bassin du Congo au service de la transition climatique et de la croissance économique durable en Afrique centrale et de l'est (Commission Climat du Bassin du Congo) : <https://www.ccbc-cbcc.org/>

Néanmoins, un autre point faible de la pertinence de ce programme est l'accent mis sur la protection des sources dans les zones sources. Dans un contexte sécuritaire instable et détérioré où de nombreuses personnes n'ont pas un accès de base à l'eau potable, la protection des zones sources et la conservation de la nature en général pourraient ne pas être la priorité. Néanmoins, lors de la restitution, il a été mentionné à plusieurs reprises que cela reste un aspect important pour l'avenir (voir Annexe 8.4). C'est également la raison pour laquelle il avait été initialement inclus dans le programme, lorsque les conditions de sécurité étaient encore plus stables. Le fait que cet aspect ait

été maintenu dans le programme, malgré la détérioration des conditions de sécurité, a été expliqué dans la section 3.1.2.

4.2 Efficience

4.2.1 Consommation du budget

Voir Annexe 8.8 pour la comparaison entre budget et dépenses. Le tableau des dépenses se base sur le format accordé entre DGD et le secteur. Il se limite à un nombre de rubriques-clé. Il n'y a pas non plus un suivi budgétaire par résultat. Ce choix est la suite logique de la volonté de l'ensemble du secteur pour augmenter la simplification administrative en limitant le nombre de niveaux du suivi financier. Ceci limite aussi les analyses qu'on peut faire sur base de ce tableau. Les chiffres sont partiels et provisoires au moment de la rédaction du rapport d'évaluation: pas toutes les données sont déjà intégrées et des corrections sont possibles après le processus de contrôle et de consolidation.

Pour les investissements, il semble y avoir une sous-utilisation des fonds sur la base des chiffres enregistrés. Cela s'explique en partie par le fait qu'aucun investissement n'a pu être réalisé en dehors de Bunia au cours des deux dernières années. Cependant, le matériel pour un réseau d'eau supplémentaire n'est pas encore pris en compte dans ces chiffres. Ainsi, sur la base du pronostic qui prend en compte ces matériaux, environ 93% du budget prévu pour les investissements aura été dépensé. Par conséquent, un point fort en termes d'efficience est que tous les résultats liés aux investissements dans les infrastructures pour l'eau potable ont été atteints et davantage de personnes auront accès à l'eau potable que prévu (bien que l'installation du réseau de canalisations supplémentaires n'ait pas été terminée à temps en raison de retards dans la livraison du matériel à la RDC ; une extension pour cela a été acceptée par la DGD). Cela est également dû aux synergies entre ce programme et d'autres financeurs (par exemple Misérior). La réunion de différents fonds a permis de construire plus de kiosques sur le réseau (dont certains sont construits sur le réseau qui doit encore être construit avec les matériaux qui ont été retardés).

Les coûts d'investissement inférieurs à ceux prévus dans les chiffres actuels (sans prognose) expliquent également la moindre utilisation du budget par CIDRI, par rapport à Join For Water.

Les coûts de fonctionnement sont également restés dans les limites du budget prévu. Toutefois, les dépenses de bureau ont été légèrement supérieures aux dépenses de plaidoyer et de formation. Le fait qu'il y ait eu moins de dépenses pour le plaidoyer, etc. n'est pas lié à l'efficience mais plutôt au contexte sécuritaire dans lequel les possibilités d'activités éducatives et de mise en réseau étaient limitées. En outre, le contexte de sécurité exige une planification minutieuse des activités et des déplacements, ce qui rend difficile de toujours prendre les décisions les plus efficaces en termes de fonctionnement. Par exemple, de nombreuses réunions avec les différentes parties prenantes doivent être organisées pour explorer les possibilités, qui ne débouchent pas toujours sur des actions concrètes (par exemple, des ateliers avec les personnes dans la zone source et l'exploration des options de reboisement (R4), qui n'ont finalement pas pu avoir lieu). Par conséquent, un des points faibles du programme en termes d'efficience est le coût élevé du fonctionnement, sans toujours avoir des résultats concrets au final (principalement en raison du contexte).

Les coûts de personnel ont été légèrement plus élevés que le budget prévu, principalement en raison des coûts plus élevés de Join For Water au siège. Cela peut être lié à la grande expérience et à l'ancienneté de nombreux membres de l'équipe du service du programme. Cela n'en dit pas beaucoup sur l'efficience du programme.

4.2.2 Niveau d'implémentation et respect de la planification

Cette section vise à répondre à la question : « *Dans quelle mesure l'entière mesure des types d'activités subsidiés sont mis en œuvre dans les délais prévus?* »

Résultat 1 et 2 : La mise en œuvre d'activités pour ces deux résultats sont les points forts par rapport à l'efficacité. Pour les résultats 1 et 2, des progrès constants ont été réalisés tout au long du programme. Pour le résultat 1, la première année s'est principalement concentrée sur les réunions avec le Groupe Sectoriel et sur la planification des enquêtes nécessaires au diagnostic et au plan sectoriel. De même, pour le résultat 2, les activités de la première année se sont concentrées sur la collecte des informations nécessaires, l'identification des points d'eau à transformer en kiosques et la formation de comités de gestion. En 2019, le plan diagnostique et sectoriel a été finalisé et des activités ont été mises en œuvre pour partager les résultats et les documents. Des kiosques à eau ont également été construits tout au long du programme. L'infrastructure a donc été mise en place avec efficacité lorsque tous les matériaux étaient disponibles (point fort). Cependant, la grande efficacité de la construction des kiosques ne se traduit pas clairement par une gestion efficace (par exemple, l'attention portée aux personnes vulnérables, la collecte systématique des données, comme mentionné précédemment) (point faible).

Résultat 3 : Pour le résultat 3, les activités de la première année ont eu lieu (par exemple, la construction d'infrastructures d'assainissement et de pépinières), mais la plupart des activités prévues dans les écoles ont été reportées à la deuxième année. À l'année 2, le réseau de la zone source de Ngongo II vers Bankoko (Bunia) a été finalisé. À l'année 3, des infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement avaient été construites dans les écoles, mais d'autres investissements tels que des systèmes de collecte des eaux de pluie et des activités de sensibilisation n'avaient pas été réalisés (point faible). Cela s'explique en partie par la résurgence de l'insécurité dans la région (les activités scolaires ont été restreintes).

Résultat 4 : Pour le résultat 4, les activités de la première année ont bien progressé, avec l'identification des zones prioritaires pour la protection des sources et un atelier avec les parties qui se sont déclarées dans ces zones. Il a été observé que les zones des sources d'eau potable de Nizi sont fortement touchées par l'impact humain (déforestation, agriculture, exploitation minière). Ces zones sont dénudées d'arbres et exposées à l'érosion régressive. Au cours de l'année 2, les arbres des pépinières étaient prêts à être plantés, mais la résurgence de l'insécurité autour de Bunia a commencé à rendre plus difficile le suivi de la planification et de la mise en œuvre des activités prévues. Au cours des années 3 et 4, on espérait encore que la situation s'améliorerait, mais ce ne fut malheureusement pas le cas. En termes d'efficacité, la planification était bonne, mais les facteurs de risque ont déterminé que la planification ne pouvait être maintenue. Il ne s'agit donc pas d'un point faible ou fort en termes d'efficacité spécifiquement. Par contre, il aurait été plus efficace d'être plus proactif sur cet aspect et d'ajuster davantage le cadre logique et/ou les activités.

En plus de l'insécurité, l'impact de la pandémie de COVID-19 s'est ajouté aux retards dans les activités liées à la GIRE dans les écoles (résultat 3) et à la protection des sources (résultat 4). L'Ordonnance Présidentielle décrétant un état d'urgence au second trimestre de 2020 à cause de la pandémie de la Covid-19 interdisant les activités de masse, les attroupements (plus de 10 personnes) et partant la fermeture des classes, des églises, des bars etc. avec les strictes conditions des respects des mesures barrières et des ports des caches nez.

4.3 Efficacité

Dans la section 3, le degré d'atteinte des résultats est discuté sur la base du cadre logique et de ses indicateurs. Mais, comme nous l'avons vu précédemment, les indicateurs du cadre logique ne permettent pas tous de dire que les résultats sont atteints de manière directe. Cela a évidemment aussi un impact sur l'évaluation de l'efficacité du programme, et constitue donc un point faible.

Ici, nous donnerons un aperçu des observations faites au cours du travail sur le terrain en ce qui concerne l'obtention des résultats (pas les indicateurs individuels) et leur qualité final.

4.3.1 Outcome

Sur la base des observations faites lors des visites sur le terrain et des autres sources d'information, on peut dire que le programme a réussi à contribuer au pérennisation de l'accès à l'eau potable et, dans une certaine mesure, à l'hygiène et à l'assainissement par la professionnalisation de la gestion et l'application des pratiques de GIRE en Ituri, RDC.

Le réseau d'eau et les kiosques de Bunia sont généralement bien utilisés, fonctionnent bien et sont acceptés par les habitants (ce qui ressort clairement des chiffres de consommation d'eau et des entretiens). Au cours des entretiens, il a été indiqué que certaines personnes préfèrent encore aller chercher de l'eau aux fontaines publiques ou à la rivière, bien que les informations recueillies ne soient pas suffisantes pour conclure sur les raisons pour lesquelles ils préfèrent cette eau à celle des kiosques (le prix peut jouer un rôle). Conformément aux recommandations du rapport à mi-parcours, une promotion supplémentaire de l'utilisation des kiosques pourrait être nécessaire à l'avenir. Un point faible (également en accord avec le rapport à mi-parcours) reste le fait qu'aucune approche systématique n'a encore été développée pour prendre en considération les besoins et les capacités des personnes les plus vulnérables (voir discussion ci-dessus).

L'accès à l'assainissement, et donc aussi sa gestion, est resté limité à certaines écoles. Cet aspect du programme n'a pas été professionnalisé par rapport à l'accès à l'eau, mais cela n'était pas non plus possible sur la seule base des activités prévues dans les écoles.

4.3.2 Résultat 1

On peut affirmer que le résultat 1 a été relativement bien atteint. Partant d'un diagnostic approfondi (comprenant la cartographie de tous les points d'eau connus en Ituri), un plan sectoriel de l'eau potable est élaboré avec les concours, la collaboration et la participation des services étatiques compétents dans le domaine de l'eau potable, les autorités locales en Ituri et des représentations de la société civile (voir Annexe 8.6b). Cette synergie de travail n'a été possible que grâce à la structure appelée « Groupe Sectoriel » constituée des représentants de tous les services et organisations ci-haut cités.

Un autre constat très positif est observé dans des organisations locaux (dont le gouvernement provincial et les services étatiques) qui consiste à leur intérêt et implication dans le service public de l'eau sans doute à cause d'appropriation de la N° 15/026 relative à l'eau qui fixe les règles de responsabilité relatives au service public de l'eau.

Les points faibles pour atteindre pleinement ce résultat sont de deux ordres : (1) le plan sectoriel n'aborde pas le secteur de l'assainissement de manière très détaillée et le groupe sectoriel est beaucoup plus axé sur le secteur de l'eau potable. Cela signifie qu'une dimension spécifique du résultat souhaité n'a pas été abordée efficacement. (2) Plusieurs personnes interrogées au cours du travail de terrain ont exprimé le besoin de vulgariser davantage le plan sectoriel afin qu'il puisse être encore plus spécifiquement utilisé pour le plaidoyer (voir section 3.3).

4.3.3 Résultat 2

Pour le résultat 2 également, les activités et les résultats prévus ont été atteints à un degré relativement élevé (voir section 2.2.3). Bien que moins de kiosques aient été construits avec le financement de la DGD (et des fonds propres), les 17 kiosques construits sont de bonne qualité (en termes de construction, d'accès à l'eau de bonne qualité et de viabilité financière), ce qui est confirmé par le retour d'information des utilisateurs pendant le travail de terrain (voir section 3.1). Sur cet

aspect, les recommandations du rapport à mi-parcours concernant la nécessité de percevoir des redevances et de suivre la consommation d'eau ont été prises en compte par les kiosques et les comités de gestion (voir aussi 5.5 sur la durabilité).

Le point le plus faible pour atteindre pleinement ce résultat est l'attention explicite limitée accordée au rôle des femmes dans les comités de gestion. Bien qu'une formation et une enquête aient été menées sur leur satisfaction, aucune mesure explicite n'a été prise pour répondre aux besoins spécifiques des femmes qui sont gestionnaires de kiosques (par exemple la sécurité sociale en cas d'absence ou de maladie). Néanmoins, plus de 80% des gestionnaires sont des femmes, et lors de l'évaluation, elles ont généralement exprimé leur grande satisfaction quant à leur travail.

4.3.4 Résultat 3

Le résultat 3 a été atteint avec des degrés d'efficacité variables (voir section 2.2.4). Tout d'abord, le réseau d'eau principal de la zone de la source à Bankoko a été construit avec succès pendant la durée du programme. Cependant, l'extension de ce réseau a été considérablement retardée en raison de problèmes d'importation des tuyaux et accessoires nécessaires.

L'infrastructure liée au GIRE dans les écoles a été construite dans une certaine mesure (c'est-à-dire l'assainissement et l'eau potable). Cependant, d'autres aspects qui font partie d'une approche totalement intégrée de l'eau, comme la collecte des eaux de pluie, la plantation d'arbres, la gestion des déchets, n'ont pas été abordés. Cela s'explique en partie par un manque de possibilités dû à l'environnement urbain (le programme n'était pas bien adapté à l'environnement scolaire de Bunia) et au manque d'accès à la campagne en dehors de Bunia, mais aussi par le manque de capacité du CIDRI à considérer pleinement les différentes options. Il est clair que les activités liées à l'eau potable sont leur point fort, tandis que l'assainissement et d'autres aspects dans le cadre de GIRE sont plus hors de leur zone de confort. Un soutien plus important de Join For Water sur cet aspect aurait pu être utile. En outre, comme indiqué dans la section 3, le cadre logique n'était pas suffisamment explicite quant à la mesure dans laquelle différents types d'activités auraient dû être mis en œuvre pour atteindre ce résultat et l'objectif spécifique 2.

4.3.5 Résultat 4

Ce résultat est le plus grand point faible du programme, notamment en termes d'efficacité. Pendant le travail de terrain, aucune visite en dehors de Bunia n'a pu être effectuée en raison de l'insécurité. Il est donc difficile d'évaluer le travail effectué au début du programme (avant que les zones sources ne deviennent inaccessibles). Néanmoins, ici aussi, le manque de capacité du CIDRI en matière d'activités GIRE, l'a empêché de trouver des solutions alternatives. Une évaluation à mi-parcours sur cet aspect aurait pu aider à aborder cet aspect de manière plus proactive.

4.4 Impact

4.4.1 Impact sur la santé

Comme nous l'avons vu dans les sections 3 et 4, nous n'avons pas accès aux statistiques officielles en matière de santé et nous n'avons pas collecté ce type de données nous-mêmes. Il est donc difficile d'affirmer objectivement que les conditions de santé ont été impactées positivement par le programme. Cependant, de nombreuses personnes indépendantes interrogées (individus, groupes, écoles et fonctionnaires, voir les rapports en Annexes 8.3) ont déclaré que l'eau accessible par les kiosques est de bonne qualité (meilleur goût et absence d'insectes par rapport aux points d'eau ouverts) et que les maladies liées à l'eau ont été réduites de manière significative. Certains ont même déclaré que cela valait bien le prix supplémentaire qu'ils devaient payer pour l'eau. En effet, l'eau est captée près de la source dans la zone montagneuse et transportée par un réseau de canalisations appropriées vers la

ville. Cela évite aux gens d'avoir à prendre l'eau de la rivière polluée ou de forages dans une ville surpeuplée et polluée.

En outre, les femmes interrogées pendant le travail de terrain ont également déclaré qu'elles étaient mieux reposées maintenant que les kiosques à eau sont plus proches. Cela signifie qu'elles peuvent dormir plus longtemps et qu'elles ne doivent pas se dépêcher de rentrer chez elles le soir.

Le point faible en ce qui concerne l'impact sur la santé est que nous n'avons pas considéré explicitement les impacts (potentiellement positifs) des infrastructures sanitaires ou des autres activités liées au GIRE dans les écoles sur la santé. Bien que cela puisse être légèrement au-delà de la portée du programme, cela pourrait être considéré comme une opportunité manquée. Aucun critère clair n'est fixé pour les personnes vulnérables, ce qui constitue un point de travail pour l'avenir. Cela a également été mentionné dans l'évaluation à mi-parcours.

4.4.2 Impact socio-économique

Bien que nous n'ayons pas les données chiffrées et en nous basant sur les témoignages des personnes interviewées, il ressort que le gain de temps à cause de la proximité de l'eau a permis à plus d'une femme : (1) de se libérer pour l'apprentissage à coupe et couture et autres activités telles les coiffures dames ; (2) assez de temps pour les activités champêtres, commerciales (croissance de l'économie ménagère) ; (3) ponctualité observée aux services pour des femmes travailleuses.

Comme discuté dans la section 4, l'un des changements induits par le programme au niveau individuel des gestionnaires de kiosques, est la présence d'un revenu mensuel. L'analyse des factures en septembre 2021 révèle qu'ils gagnent en moyenne 93.071 CDF par mois (environ 46 USD), soit environ le revenu moyen national (voir les factures en Annexe 8.6c). Au cours des entretiens, les femmes ont également exprimé que le revenu et l'emploi leur confèrent un certain rôle social au sein de la communauté (voir section 4).

En outre, les membres du conseil d'Administration reçoivent également un revenu pour leur prestation et les membres du comité de gestion ont un salaire sur base d'un contrat. Les écoles ont également exprimé que la présence d'un point d'eau réduisait les dépenses scolaires, car l'eau ne doit pas être achetée ailleurs. Elles n'ont pas été en mesure de nous fournir des statistiques concrètes sur les dépenses scolaires.

Nous avons également établi que le prix de l'eau correspond à ce que les gens peuvent payer en moyenne pour cette ressource (voir plus haut). Cependant, la faiblesse d'un point de vue économique est que nous ne connaissons pas l'impact sur l'accès à l'eau si le prix de l'eau augmentait.

4.4.3 Impact écologique

Les dernières années il est constaté que le débit des sources diminue à cause de la déforestation et l'agriculture intensive, qui créent de l'érosion et diminuent l'infiltration de l'eau dans le sol. Lors de l'évaluation à mi-parcours, il a été constaté que le système d'approvisionnement en eau de Mahagi a peut-être aussi joué un rôle dans la réduction des débits par les bornes-fontaines. Ceci peut avoir un impact négatif sur l'environnement. Cependant, il n'y a aucune preuve que c'est également le cas dans la zone source en amont de Bunia et, pour des raisons de sécurité, cela n'a pas pu être examiné pendant l'évaluation.

Le reboisement des zones de sources en sens large avec des espèces endogènes et fruitiers est considéré comme une mesure de freiner la diminution du débit et même de l'inverser, pendant que ces arbres fournissent des produits utiles à la population. Malheureusement, les mesures prévues

n'ont pas abouti à cause du contexte d'insécurité et des déplacements des populations des zones du projet vers la ville de Bunia, bien qu'en phase de préparation plus ou moins 20.000 arbres dans les pépinières étaient prêts à être transplantés dans des communautés et les 10 ha ciblés dans la zone des sources.

4.5 Durabilité

Les conclusions de l'évaluation à mi-parcours sur la durabilité financière et l'analyse des données collectées pendant l'évaluation, nous permettent de faire quelques conclusions par rapport à la durabilité du programme :

4.5.1 Technique

Des entretiens avec les responsables des kiosques, nous avons appris que des problèmes techniques peuvent survenir régulièrement. Alors que les techniciens sont nommés par l'intermédiaire des comités de gestion, les délais de réparation peuvent être longs dans certains cas. Un Comité d'entretien doit être mis en place et supporté par les comités de gestion pour organiser l'entretien des ouvrages en vue d'éviter des ruptures en alimentation en eau avec priorité de : réparer immédiatement les pannes et les fuites signalées sur le réseau et réparer immédiatement le(s) captage(s) sauté(s).

Dans certains kiosques, une érosion à la base des bâtiments a été observée pendant le travail de terrain. Ce phénomène est en partie inévitable compte tenu du climat et de l'absence quasi totale d'infrastructures routières. Cela devra être un point d'attention pour l'entretien futur.

4.5.2 Institutionnel

Les comités de gestion ont aussi renforcé leurs capacités grâce à l'échange d'expériences entre comités et aux différents ateliers sur les modules "manuel de référence pour les comités de gestion des réseaux autonomes d'eau potable dans la province de l'Ituri". Ce manuel est basé sur les expériences du CIDRI et de Join For Water. Le mérite de ce manuel est de fixer des normes minimales pour les différents domaines de la vie et du travail des comités de gestion, puis des normes idéales au-delà de ces minima. En clair, ce sont les pratiques et les outils qu'un comité de gestion est censé avoir comme minimum et, en plus de ce minimum, comme idéal.

Néanmoins, CIDRI indique que les comités de gestion sont encore jeunes et on ne sait pas ce qui se passera si CIDRI se retire complètement des aspects de coordination. Un soutien supplémentaire sera nécessaire dans le futur. En outre, le soutien continu du gouvernement n'est pas garanti (en partie à cause de l'état de siège). Le gouverneur actuel a reconnu le rôle important du CIDRI et de Join For Water, et a exprimé sa volonté de soutenir l'importation de matériel pour des réseaux d'eau supplémentaires.

4.5.3 Social

Du point de vue sociale, le projet a eu le mérite de voir les kiosques construits sur les lopins des parcelles données à titre gratuit par 17 ménages. Pour éviter et prévenir le dérapage et/ou les conflits avec les héritiers et les cohéritiers, une convention de cession de terrain est signée entre le propriétaire et la Gestion de l'Eau Potable pour le Sauvetage de Bankoko, GESB en sigle et visée par les chefs d'avenue et de quartier. Cette donation des portions de leurs parcelles par les membres de la communauté constitue une appropriation des ouvrages d'eau construits et du coup ils deviennent aussi leurs propriétés. La gestion du réseau d'eau est également protégée contre la privatisation grâce à la loi de l'eau 15/026 du 31/12/2015.

Il n'y a actuellement pas de bon système pour tenir compte de ces personnes vulnérables (seule la consommation d'eau est mesurée à l'aide des compteurs) et il était exprimé que le prix de l'eau est

trop élevé pour quelques personnes. De même, quelques gestionnaires ont indiqué que le soutien social (par exemple en cas de maladie) est un point faible.

4.5.4 Financière

Le nouveau système (réseau) par gravitation d'eau potable construit au Quartier Bankoko a changé de mode d'exploitation. Dans la zone de distribution, les kiosques à eau sont construits et équipés des compteurs et le service de l'eau est payé en cash. Sur la base des informations disponibles, il s'agit d'un point fort du programme.

Un bidon de 25L se vend à 100 CDF (soit 0,05 USD) ce qui est en équilibre avec les possibilités financières du groupe cible (généralement confirmé par les personnes interrogées au cours du travail sur le terrain). En effet, une évaluation du rapport financier d'exploitation de 15 premiers kiosques pour la période allant de janvier à août 2020 (8 mois), montre que les recettes nettes perçues s'élèvent à 54.438.480 CDF, soit 25.733,62 USD au taux de 1 USD pour 2000 CDF (Taux de paiement de 94,2%). Basé sur le registre de vente des 17 kiosques pour le mois de septembre par exemple (voir Annexe 8.6c), en moyen 1.131 bidons sont distribués par semaine et par kiosque, avec un salaire pour les gestionnaires moyen de 93.071 CDF par mois (~50 euros), ce qui se traduit par un revenu mensuel stable pour les gestionnaires des kiosques, soit environ le revenu moyen national.

Le prix de l'eau est relativement bas (100 CDF par bidon = 0,5% du salaire minimum par ménage et par mois). Le tarif de l'eau est fixé, entre autres, en fonction du principe de vérité qui reflète tous les coûts y compris tous les coûts d'exploitation encourus pour l'approvisionnement des consommateurs en eau.

4.6 Genre

Le point fort est que l'approche et la philosophie de CIDRI concernant les femmes dans tous les projets d'eau qu'il exécute restent constantes. Le service d'eau pour les ménages est perçu essentiellement comme un travail pour la femme et les enfants, il est normal que la femme puisse trouver un espace à côté de l'homme pour exprimer ses points de vue dans la gestion de l'eau. C'est à ce titre, les femmes occupent essentiellement les fonctions de prestataires des kiosques à eau, on les trouve dans tous les organes des décisions de la structure de gestion. Sur la base des contrats avec les gestionnaires (voir Annexe 8.6c) et des entretiens avec les gestionnaires, nous pouvons confirmer que 80% des gestionnaires de kiosques sont femmes et au moins 1/3 des membres des comités de gestions sont femmes (voir photo). En plus, les latrines scolaires sont construites d'une façon qu'elles respectent l'intimité des usagers, notamment des filles. Des espaces et moyens sont prévus pour assurer la santé menstruelle des filles. Ces résultats et les entretiens pendant la visite de terrain indiquent que certains intérêts pratiques et stratégiques des femmes et des hommes, des filles et des garçons sont pris en compte. Voir le tableau ci-dessous. Par exemple, grâce à un revenu mensuel, les femmes peuvent épargner pour elles-mêmes et leur famille et avoir une place à côté des hommes dans la prise de décision. De même, grâce aux kiosques, les besoins pratiques en matière d'accès à l'eau et à l'hygiène sont satisfaits, mais aussi les besoins stratégiques en termes de gain de temps, ce qui permet aux femmes de consacrer du temps à d'autres choses, comme apprendre un métier ou même simplement mieux dormir.

Le point faible le plus important de cet aspect du programme est qu'aucune considération explicite n'a été donnée aux besoins pratiques des femmes (gestionnaires) en termes de soins de santé et d'autres aides spécifiques pour rendre le travail plus confortable pour les femmes (par exemple, la disposition des kiosques), comme cela a été mentionné dans les entretiens (voir Annexe 8.3). Cela implique également qu'il n'existe pas de normes au niveau des comités de gestion pour s'assurer que les intérêts des femmes sont systématiquement pris en compte. Ce n'est pas parce que les femmes sont dans les comités de gestion et qu'elles peuvent exprimer leur opinion, que les intérêts de chacun sont

explicitement pris en compte. Peut-être que les groupes de travail sur les intérêts des femmes sont une bonne idée dans cette perspective.

Besoins pratiques (Besoins liés aux rôles actuels des hommes et des femmes)	Intérêts stratégiques (Intérêts liés à l'amélioration de la condition des plus défavorisés)
<p>+ Eau potable à proximité pour la communauté Sécurité pour les hommes et les femmes Promotion de l'hygiène aux écoles</p>	<p>Epargne de revenu Relations sociales Gestion rationnelle de temps Apprentissage des métiers divers : esthétique (coiffure dames, décorations), coupe-couture</p>
<p>- Pas de système ou de critères clairs pour adapter la gestion des kiosques aux besoins des femmes (par exemple, l'assistance sociale, la disposition des kiosques).</p>	<p>Pas de normes au niveau des comités de gestion pour s'assurer que les intérêts des femmes sont systématiquement pris en compte.</p>



4.7 Participation

Le degré de participation de toutes les parties participant au projet n'a pas été explicitement abordé au cours de l'évaluation. Au lieu de cela, cela a été fait par l'équipe d'évaluation après le travail sur le terrain en triangulant plusieurs sources d'information et d'observations. En général, le point fort en termes de participation de nombreuses parties prenantes a été la mise en œuvre effective du programme. Le point faible a été l'implication de multiples parties prenantes (y compris CIDRI) dans l'identification des plans et activités liés à GIRE. Ci-dessous, dans le tableau, nous avons noté le degré de participation pour chaque participant et sous le tableau, nous fournissons plus d'informations pour soutenir ces scores et les points forts et faibles.

Les scores sont les suivants : Co-gestion (5), co-décision (4), coproduction (3), concertation (2), consultation (1), passivité (0).

Parties prenantes	Identification	Mise en œuvre	Suivi
Join For Water	5	3	5
CIDRI	4	5	5
Comités de gestion	3	5	4
Chefs de avenues	2	4	2
Autorités (locales)	2	2	1
Bénéficiaires (Hommes)	1	3	1
Bénéficiaires (Femmes)	1	3	1
Bénéficiaires (écoles)	1	3	1

4.7.1 Identification

L'identification et la conceptualisation du programme a été faite principalement en co-décision entre Join For Water et CIDRI. Le besoin de développer des plans liés à GIRE est venu principalement de Join For Water afin de s'aligner sur les stratégies développées au niveau de l'organisation. Dans une deuxième phase, ces stratégies ont été ajustées au contexte local grâce à l'accord des deux

organisations. Il est toujours difficile de trouver le bon degré de participation dans l'identification des plans, et souvent il n'y a pas de temps pour que tous les parties prenants et les bénéficiaires soient directement impliqués dans cette phase.

Les comités de gestion ont contribué à l'identification des emplacements des kiosques. Et les comités de gestion, les chefs des avenues et les autorités locales ont contribué à fournir des informations et ont été consultés dans le développement des diagnostics et du plan sectoriel (résultat 1). Les bénéficiaires n'ont pas participé activement à la phase d'identification du programme, mais ont été représentés par les chefs des avenues. Au cours de la restitution, plusieurs parties prenantes ont exprimé le désir d'être plus impliquées dans l'identification des plans (voir Annexe 8.4 pour le rapport). Par exemple, la représentante de l'école Mont Blue (où seul un robinet d'eau potable a été installé, alors que dans les autres écoles des latrines ont été installées), a exprimé le désir de co-décider d'avoir également des latrines et un club HAMS dans son école. De même, lors des visites sur le terrain, les chefs des avenues ont parfois exprimé le souhait d'avoir des kiosques à eau dans d'autres avenues. Néanmoins, grâce à la présence du CIDRI sur le terrain et au contact étroit avec les communautés, les besoins et les désirs sont pris en compte autant que possible. C'est également la raison pour laquelle CIDRI et Join For Water recherchent activement des financements supplémentaires en dehors du programme DGD, afin de pouvoir répondre à ces besoins (par exemple, des kiosques supplémentaires ont été construits grâce à des financements privés) (voir Annexe 8.6c pour une liste de kiosques en dehors du programme DGD).

4.7.2 Mise en œuvre

La mise en œuvre du programme a été principalement réalisée par CIDRI, en étroite collaboration avec les comités de gestion et les chefs des avenues (par exemple, ils ont participé aux activités de mobilisation pour motiver les communautés à s'impliquer). Pour la construction du réseau d'eau, les bénéficiaires ont également été directement impliqués (voir le film). Le fait que CIDRI, en collaboration avec les comités de gestion, puisse mobiliser la communauté pour participer à la mise en œuvre des projets est un point fort du programme. Cela signifie que les projets sont soutenus par la communauté. En outre, grâce aux concessions de terrains privés pour les kiosques, les propriétaires ont été directement impliqués dans la construction, la gestion et l'entretien des kiosques (et ils ont choisi eux-mêmes de réserver une partie de leur terrain pour les kiosques). Les kiosques sont gérés par les bénéficiaires eux-mêmes, en particulier les femmes. En d'autres termes, la décision d'avoir un kiosque sur leur terrain et de le gérer est entièrement entre les mains des personnes elles-mêmes. C'est également un point fort en termes de participation à la mise en œuvre du programme.

En outre, le programme a établi les principes des fonds de soutien, de réparation et d'amélioration des infrastructures d'eau potable par les Comités de gestion, également connus sous le nom de "Fonds de professionnalisation". Les comités de gestion pouvaient soumettre une proposition pour des kiosques supplémentaires dans les endroits où il y a un besoin, tout en décrivant comment les interventions proposées peuvent être financièrement durables. Cela a permis aux comités de gestion de développer leurs propres plans, avec les conseils du CIDRI.

Aussi dans le cadre du résultat 4, la participation des communautés de la zone source à la mise en œuvre des activités prévues a été considérée comme un atout du programme. Au total, 80 ménages ont préparé les champs pour les plantules.

4.7.3 Suivi

La participation au suivi du programme est limitée et assurée principalement par Join For Water et CIDRI. Les comités de gestion sont sollicités pour contribuer au cadre de suivi développé par Join For Water et CIDRI, mais ils effectuent également leur propre suivi dans le cadre de leurs tâches principales. Dans ce cadre, les chefs des avenues sont impliqués (par exemple pour signaler des problèmes techniques), mais les bénéficiaires sont rarement impliqués directement (peu d'enquêtes

ont été réalisées). Néanmoins, le SAGE (et les comités de gestion qu'il inclut) est encore jeune et a besoin de plus de soutien pour collecter des données de manière proactive et systématique sur le fonctionnement des kiosques et les besoins des bénéficiaires.

5. Conclusion et recommandations

L'objectif de cette auto-évaluation était de justifier les activités dans le programme de Join For Water en RDC devant la DGD et d'aider Join For Water et CIDRI avec la mise en œuvre des interventions futures. En outre, en adoptant une auto-évaluation assistée, nous avons voulu faire de l'évaluation un processus d'apprentissage.

5.1 Conclusion

Pour le premier objectif, le processus d'évaluation a révélé que de nombreux résultats du programme ont été atteints avec succès (par exemple, fournir un accès à l'eau, améliorer la gestion de l'eau par le biais de kiosques et de comités de gestion, et produire un plan sectoriel de qualité). Ces succès ont également été réaffirmés par les participants à la restitution, qui ont exprimé leur gratitude ainsi que leur motivation à poursuivre les travaux qui ont été initiés par Join For Water et CIDRI. Cependant, le programme a également fait face à plusieurs défis (par exemple, le contexte sécuritaire, la difficulté de contextualiser les activités de GIRE, une importance excessive accordée à l'eau potable par rapport à l'assainissement), conduisant à des points faibles importants (par exemple, la collecte de données, le plaidoyer). Certains de ces points faibles ont également été exprimés dans les recommandations des participants à la restitution, que nous avons utilisées pour formuler quelques recommandations.

Pour le deuxième objectif concernant le processus d'apprentissage, tous les membres de l'équipe d'évaluation s'accordent à dire que ce processus a été très intéressant. Nous avons tous appris davantage d'outils et d'approches sur le plan technique (que nous n'avons peut-être pas été en mesure d'appliquer tous au cours de cette évaluation) et nous avons appris à porter un regard plus critique et objectif sur les réalisations et les défis. Malgré un contexte difficile, l'équipe aimerait souligner que les parties réussies du programme ont clairement fait la différence pour de nombreuses personnes, ce qui était évident pour toutes les personnes impliquées dans l'évaluation (individus, groupes, autorités). Ce fut donc une expérience enrichissante pour tous les membres de l'équipe.

5.2 Recommandations

Sur la base de l'expérience du programme quinquennal et du travail d'évaluation lui-même, il est possible de tirer des recommandations importantes, qui peuvent aider dans les programmes futures. En outre, il appartient également aux parties prenantes du programme de donner leur recommandations. Par conséquent, nous avons demandé à tous les participants de la restitution de donner leurs idées et recommandations. Nous avons reçu de nombreuses réponses différentes (voir Annexes 8.4), dont certaines étaient des recommandations, tandis que d'autres étaient plutôt des souhaits pour l'avenir. Pour ce rapport, nous avons fait une sélection des réponses et les avons légèrement reformulées (voir tableau dans le rapport de la restitution avec les recommandations reformulés, Annexe 8.4a). En analysant nos propres observations dans ce rapport ainsi que les contributions des parties prenantes à la restitution, il y a 4 types de recommandations :

5.2.1 Établissement d'informations de base et améliorer le suivi

L'un des points faibles du programme et de l'évaluation en général, est le manque de données permettant de soutenir objectivement les observations et les déclarations (à la fois sur les indicateurs et pour les changements). Ceci est dû à la fois au manque d'informations de base au début du programme (par exemple sur la connaissance de GIRE dans les écoles) et au manque de collecte et

d'analyse systématiques des données tout au long du programme. Par conséquent, les recommandations peuvent être formulées comme suit :

- **Join For Water et CIDRI** : Développer un plan clair et réaliste pour collecter les données de base au début d'un nouveau programme et les documenter dans un format digital.
- **Join For Water et CIDRI** : Développer des plans de collecte de données numériques systématiques (par exemple, ajouter systématiquement les données de consommation d'eau dans un document Excel numérique). Cela permettra des analyses plus faciles des données, ce qui est important pour détecter objectivement les changements et les défis.
- **SAGE (et CIDRI)** : collecter de manière plus proactive différents types de données (par exemple, les difficultés techniques par borne, la satisfaction des utilisateurs), qui peuvent être utilisées pour des analyses internes par SAGE afin d'identifier les problèmes et être partagées avec CIDRI pour le suivi du programme.

En outre, il convient de rechercher un équilibre réaliste entre le type d'indicateurs du cadre logique (reflétant les réalisations par rapport aux changements) et la mesure dans laquelle des données objectives peuvent être collectées.

5.2.2 Gestion du programme : améliorer la communication et le soutien proactifs

Tout d'abord, il est recommandé de suivre plus près le contexte sécuritaire et communiquer plus intensivement avec CIDRI sur les implications (par exemple, plus de collaboration avec les acteurs externes, plus de visites de notre équipe en Ouganda ou en Belgique, et s'assurer de placer un représentant de Join For Water en RDC plus tôt). Cela nous a permis d'être plus proactifs et d'ajuster les résultats si nécessaire.

Concrètement, il est donc recommandé que Join For Water et CIDRI fassent plus d'efforts pour communiquer les défis spécifiques et signaler les problèmes à un stade précoce. Cela doit coïncider avec un soutien plus actif et un échange de connaissances entre CIDRI et Join For Water, notamment pour mieux comprendre le contexte local et trouver des solutions alternatives.

Le choix de la zone de travail était pertinent et répondait à l'expression d'un besoin ressenti par la communauté qui souffrait énormément de l'insuffisance d'eau compte tenu de la saturation du réseau Ngongo I. Une évaluation réalisée avant le début du programme l'a également indiqué. Pendant la restitution, au total 15 personnes ont indiqué qu'il était nécessaire de travailler dans les zones sources (de captage d'eau) et 10 personnes ont exprimé le besoin d'élargir la zone de travail. Bien sûr, les possibilités à cet égard étaient limitées en raison du contexte sécuritaire et budgétaire, mais cela montre la pertinence du programme dans la région au sens large. Néanmoins, nous pensons que des solutions alternatives pour le résultat 4 auraient également été pertinentes (par exemple, la protection des berges ou le nettoyage des rivières à Bunia).

5.2.3 Améliorer la participation des parties prenantes à toutes les phases du programme.

Nous devons inclure plus activement les différentes parties prenantes et le gouvernement à chaque étape pour garantir que les activités sont pleinement intégrées et plus largement adoptées (par exemple, la plantation d'arbres dans la ville ou dans les écoles). Cela pourrait lever certains des doutes ou des obstacles à la mise en œuvre effective des idées. Mais celle-ci est actuellement limitée par l'état de siège. De plus, lors du feedback, de nombreuses parties prenantes étaient présentes et ont exprimé leur volonté de s'impliquer davantage et de jouer un rôle actif dans la mise en œuvre du programme.

Il est aussi recommandé de faire plus d'efforts pour soutenir les structures de gestion par des activités éducatives et pour partager plus activement les leçons apprises (par exemple, comme cela a été fait dans l'Annexe 8.5 pour les expériences avec le SAGE). Un expert dédié peut être formé (soit au sein du CIDRI ou de Join For Water) pour suivre cet aspect spécifiquement. Par exemple, nous avons dit plus haut que la viabilité des kiosques n'est pas prouvée, les structures de gestion au sein du SAGE asbl sont

encore jeunes et ont donc besoin d'un soutien continu, et les multiples acteurs ne travaillent pas toujours ensemble de manière proactive au sein de la province.

5.2.4 Renforcement mutuel de capacité

Conformément à la recommandation ci-dessus, un soutien plus thématique sera essentiel dans le nouveau programme qui comporte une forte composante liée à la protection et à la conservation des écosystèmes liés à l'eau. Compte tenu du contexte actuel (manque de capacité dans les activités liées à la GIRE et à la sécurité), le renforcement mutuel des capacités autour de sujets spécifiques (gestion intégrée de l'eau, résilience des écosystèmes, solutions possibles) sera important. Cela peut prendre la forme de sessions de formation formelles, d'ateliers et de collaborations avec d'autres acteurs tels que les universités. C'est le cas entre Join For Water et CIDRI, mais aussi entre CIDRI et SAGE, et par extension avec les bénéficiaires (par exemple dans les écoles).

CIDRI est une organisation bien connue en Ituri, et ils ont fourni un travail de haute qualité en ce qui concerne les infrastructures d'eau potable et le plan sectoriel. Compte tenu de ces constatations, une plus grande attention peut être accordée à la sensibilisation et au plaidoyer à différents niveaux sur l'importance de l'eau (et de la gestion intégrée de l'eau) et les domaines prioritaires identifiés dans le plan sectoriel. Ces aspects sont bien sûr affectés par le contexte sécuritaire.

6. Annexes

Voir le dossier séparé. Une grande partie du matériel se présente sous la forme de documents PDF, qu'il était difficile de joindre directement à ce rapport.

6.1 Formation en ligne

6.2 Planning travaille de terrain

6.3 Rapports des travaux de terrain

- a) Jour 1
- b) Jour 2
- c) Jour 3-4

6.4 Rapport de la restitution

- a) Rapport
- b) Liste des participants
- c) Cartes avec les recommandations

6.5 Capitalisation

6.6 Cadre logique et sources des information sur les résultats

- a) Outcome
- b) Résultat 1
- c) Résultat 2
- d) Résultat 3
- e) Résultat 4

8.7 Documents DGD

8.8 Consommation du budget